

Évaluation environnementale des plans et programmes relevant du code de l'environnement

Procédure d'examen au cas par cas des zonages d'assainissement eaux usées - eaux pluviales

Le décret 2012-616 du 2 mai 2012 introduit la notion d'**examen au cas par cas** pour déterminer l'éligibilité à évaluation environnementale de certains documents de planification relevant du code de l'environnement.

Les zonages d'assainissement prévus par les 1° à 4° de l'article L2224-10 du Code général des Collectivités Territoriales font partie de ces documents de planification et sont donc susceptibles de faire l'objet d'une évaluation environnementale après examen au cas par cas, tel que le prévoit l'article R. 122-17-2 du code de l'environnement.

Comment s'effectue l'examen au cas par cas ?

L'Autorité environnementale, est obligatoirement consulté par la personne publique responsable du zonage d'assainissement pour examiner au cas par cas si une évaluation environnementale est nécessaire pour le zonage d'assainissement concerné.

Un accusé de réception de l'autorité environnementale est émis et publié sur le site internet de l'Autorité environnementale. La date à laquelle est susceptible de naître la décision est alors mentionnée.

En l'absence de réponse de l'Autorité environnementale dans un **délai de 2 mois**, l'évaluation environnementale est **obligatoire**. Le logigramme de l'annexe 1 détaille la procédure d'examen au cas par cas.

Quand s'effectue la demande d'examen au cas par cas ?

Le décret prévoit que la saisine du préfet de département par la personne publique responsable intervienne dès que les informations nécessaires « *sont disponibles et en tout état de cause à un stade précoce* ».

Quel dossier à fournir?

Le décret prévoit que la personne publique responsable transmette à l'Autorité environnementale:

- *« une description des caractéristiques principales du plan, schéma, programme ou document de planification, en particulier la mesure dans laquelle il définit un cadre pour d'autres projets ou activités ;*
- *une description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification ;*
- *une description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification. »*

Pour permettre à l'autorité compétente d'instruire la demande d'examen au cas par cas, la personne publique responsable devra **fournir a minima les éléments listés dans l'annexe 2**. Par précaution, l'Autorité environnementale peut être amenée à considérer un dossier incomplet comme éligible à l'évaluation environnementale, faute d'éléments nécessaires pour apprécier le niveau d'incidence sur l'environnement.

A qui s'adresser ?

La demande d'examen au cas par cas composée de la lettre de saisine de l'Autorité environnementale (cf modèle sur internet DREAL PACA) au titre du R122-18 du code de l'environnement et de l'annexe 2 à minima, sera adressée par courriel à :

ae-decisionpp.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr

ATTENTION : LA DECISION EST NOTIFIEE AU PETITIONNAIRE UNIQUEMENT A L'ADRESSE COURRIEL INDIQUEE PAR CE DERNIER DANS LE FORMULAIRE ***(donc aucun envoi ne sera réalisé par courrier).***
De même, l'ensemble des échanges (accusés de réception, demandes de pièces complémentaires, …) seront envoyés au pétitionnaire par mel. Par sécurité, ce dernier peut mentionner plusieurs adresses courriels.

Références :

- Décret 2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et document ayant une incidence sur l'environnement

Site internet DREAL PACA

•

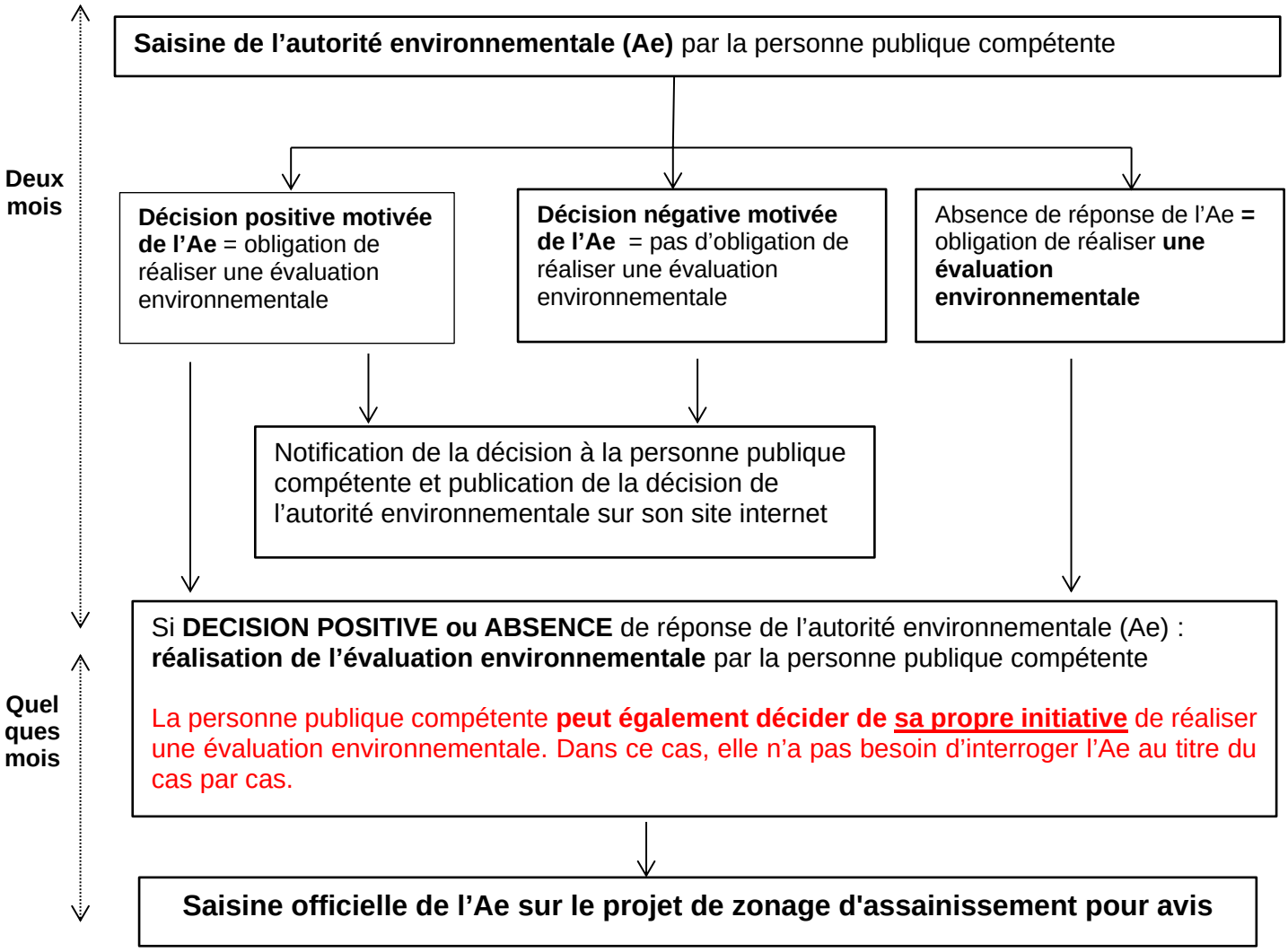
Le zonage d'assainissement :

Selon l'article L2224-10 du CGCT, les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent :

1. Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
2. Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
3. Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
4. Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Ces zonages sont soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Annexe 1 : Procédure d'examen au cas par cas



Annexe 2 : Renseignements à fournir par les personnes publiques pour l'examen au cas par cas

Nom et adresse du demandeur :	Syndicat Mixte des Eaux Rhône - Ventoux (SMERV)
Nom, numéro de téléphone et adresse mail du correspondant [1]:	Laurent DUFAUT 04 90 60 81 81 l.dufaut@rhone-ventoux.fr

A. Description des caractéristiques principales du zonage d'assainissement

Renseignements généraux	
Personne publique compétente en charge du zonage :	Syndicat Mixte des Eaux Rhône - Ventoux
Communes concernées par le zonage : Fournir éléments cartographiques appropriés.	Commune de Althen des Paluds

S'agit-il d'une création ou d'une révision de zonage d'assainissement (eaux usées et/ou pluviales à préciser) existant ? **Fournir une carte du zonage**	Révision du zonage d'assainissement des eaux usées
En cas de modification ou de révision de zonage, quelle est la date d'approbation du précédent zonage ? **Si possible, fournir la carte du précédent zonage**	Création en 2018, joint au présent document
La réalisation ou modification du zonage est-elle menée en parallèle d'une modification/révision/création d'un document d'urbanisme et lequel (PLU, carte communale) ?	Non
Votre PLU / carte communale fait-il / elle l'objet d'une évaluation environnementale ?	Oui
Motivation de la réalisation ou de la révision du zonage :	Le Syndicat Mixte des Eaux de la Région Rhône Ventoux a décidé d'actualiser le zonage d'assainissement avec les dernières données d'assainissement non collectif et le dernier zonage du PLU.
Type de réseau existant (séparatif, unitaire) :	Séparatif
Capacité du dispositif de collecte et de traitement (dont STEP) :	STEU dimensionnée pour 2 100 EH
Ouvrages de rétention existant :	Aucun ouvrage de rétention.
Dysfonctionnements constatés (débordements, sous-capacité, pollutions...) :	Le SDA a identifié une surcharge hydraulique et polluante de la STEU, c'est pourquoi le programme de travaux préconise la réalisation d'une nouvelle STEU (travaux en cours)
Existence d'un Schéma Directeur d'Assainissement (SDA) :	SDA mis à jour entre 2017 et 2018

[1]**ATTENTION : LA DECISION EST NOTIFIEE AU PETITIONNAIRE UNIQUEMENT A L'ADRESSE COURRIEL INDIQUEE PAR CE DERNIER DANS LE FORMULAIRE** *(donc aucun envoi ne sera réalisé par courrier).*
De même, l'ensemble des échanges (accusés de réception, demandes de pièces complémentaires…) seront envoyés au pétitionnaire par mel. Par sécurité, ce dernier peut mentionner plusieurs adresses courriels.

Existence de documents de cadrage (SDAGE, SAGE, DTA, SCoT, PLU…), date d'approbation. Ces documents ont-ils fait l'objet d'une évaluation environnementale ? Comment le zonage prend-til en compte ces documents ? Le zonage d'assainissement de la commune est compatible avec les orientations et les prescriptions d'urbanisme et d'environnement des ces différents documents de cadrage.	- PLU applicable au 09/07/2018 et modifications approuvées le 25/04/2023 et le 15/10/2024 - SDAGE Rhône Méditerranée (2022-2027) applicable à partir du 04/04/2022. - Contrat de milieu : Contrat de milieu "Sorgues" (3ème contrat) valable jusqu'en 2028 - SCoT du Bassin de Vie d'Avignon, approuvé le 16/12/2011 Le zonage prend en compte ces documents puiqu'il est réalisé à partir du PLU compatible avec les documents de cadrage.

Description sommaire de la consistance et des enjeux du zonage Le zonage définit à l'intérieur de chaque unité identifiée les solutions techniques les mieux adaptées à la gestion des eaux usées d'origines domestique, agricole, artisanale et industrielle. Les solutions techniques doivent répondre aux préoccupations et objectifs du maître d'ouvrage, qui sont de : - Garantir à la population présente et à venir des solutions durables pour l'évacuation et le traitement des eaux usées et pluviales. - Respecter le milieu naturel en préservant les ressources en eaux souterraines et superficielles selon les objectifs de qualité. - Prendre en compte le zonage dans les orientations d'urbanisme de la commune, de façon à garantir une cohérence entre développement des constructions et équipements. - Assurer le meilleur compromis économique possible dans le respect des réglementations. Expliquer l'articulation envisagée entre le document d'urbanisme et le(s) zonage(s) prévu(s) (traitement des questions d'assainissement par le document d'urbanisme, conséquences des ouvertures à l'urbanisation...) **Fournir une carte superposant le zonage d'assainissement et le zonage du PLU.** **Le zonage d'assainissement classe-t-il en ANC des zones bâties ? Si oui, préciser quelles zones (AU, U, Nh...), le règlement du PLU/POS de ces zones, les surfaces, le nombre d'habitations existantes et potentielles par zones, l'aptitude des sols et les filières d'ANC préconisées. Si nécessaire, fournir une cartographie appropriée.** **Plus précisément, prévoyez-vous des zones U et/ou AU non bâties en assainissement non collectif ? Quelles sont les surfaces de ces zones et combien d'habitations nouvelles potentielles sont envisagées sur ces zones ?**	Le zonage définit, à l'intérieur de chaque unité identifiée, les solutions techniques les mieux adaptées à la gestion des eaux usées d'origine domestique, agricole, artisanale et industrielle. Les solutions techniques doivent répondre aux préoccupations et objectifs du maître d'ouvrage, qui sont de : - garantir à la population présente et à venir des solutions durables pour l'évacuation et le traitement des eaux usées, - respecter le milieu naturel en préservant les ressources en eaux souterraines et superficielles selon les ob jectifs de qualité, - assurer le meilleur compromis économique possible dans le respect des réglementations. Le zonage d'assainissement considéré correspond aux zones définies dans le PLU, distinguant ainsi les zones suivantes (et leurs sous divisions, non détaillées dans le présent formulaire mais reprises dans la notice en annexe) : - Les Zones Urbaines : UA, UB, UC et UE. - Les Zones à Urbaniser : 1AU et 2AUe. - Les Zones Agricoles : A. - Les Zones Naturelles : N. La carte du nouveau zonage d'assainissement superposée au zonage du PLU est fournie en annexe (notice explicative) du présent document. Le zonage d'assainissement classe en assainissement collectif les parcelles des zones U, à l'exception des parcelles situées en zone UEa du fait de contraintes techniques et financières trop importantes pour raccorder ces parcelles et de la conformité des ANC au droit de ces zones : Par ailleurs, peu de contraintes à la mise en oeuvre d'installations d'ANC sont présentes au niveau des parcelles concernées. Aucune nouvelle habitation n'est envisagée. Au vu de la nature de la zone, aucune nouvelle installation d'ANC ne sera créée.

B. <u>Description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du zonage d'assainissement</u>

Estimation de la superficie globale du périmètre du zonage	6,4 km²

Ordre de grandeur de la population du périmètre du zonage	2 881 habitants recensés en 2022 (INSEE)
Population en assainissement non collectif (ANC) / Nombre d'installations en ANC	462 installations ANC recensées en 2023 (CASC).
Bilan du SPANC (nb de contrôle, % ANC aux normes,...)	Les contrôles sont assurés par la CASC. En 2023, 20% des installations sont conformes, 54 % sont non-conforme sans risques et 18 % sont conformes avec risques.
La STEP est-elle aux normes de la directive ERU, si non quelles sont les échéances ?	STEP conforme en performance et en traitement en 204.
Existe-t-il une carte d'aptitude des sols à l'infiltration ? **Si oui, fournir cette carte**.	La carte d'aptitude des sols est fournie dans la notice explicative du zonage d'assainissement (en annexe).

Zones à enjeux environnementaux recouvertes : – zones de baignade, Non – zone conchylicole, Non – réservoirs biologiques et corridors écologiques Non – zones vulnérable Nitrate, Non – Natura 2000 à proximité, Non – ZNIEFF, Oui – Trame Verte et Bleue (TVB), Oui – zones humides, Non – périmètres de captage éloignés/rapprochés... Non – présence connue d'espèces protégées, si oui préciser lesquelles et les situer Non **Fournir des éléments cartographiques appropriés** Êtes-vous ou intégrez-vous une commune en zone littorale (au sens de la loi littorale, y compris certains lacs) ? Non	ZNIEFF type 1 : 84100140 Les Sorgues Zone humide : 84CEN0186 Les Sorgues Natura 2000 Habitats : FR9301578 – La Sorgue et l'Auzon

C. Description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine des mesures susceptibles d'être mises en œuvre dans le zonage d'assainissement

Quelles sont les incidences potentielles du zonage (canalisations, ouvrages hydraulique, …) sur les secteurs à enjeux identifiés ci-avant (ZNIEFF, TVB, zone humide, espèce protégées...)	Le projet n'induit aucune incidence potentielle sur les secteurs à enjeux recensés car : - Le zonage d'assainissement vise à améliorer l a qualité des eaux souterraines et superficielles de la commune en étendant l'assainissement collectif et en améliorant les conditions de traitement autonome - La plupart des zones à enjeux environnementaux citées ci avant sont peu urbanisées et non urbanisables. À ce titre, le présent zonage n'aura aucune incidence sur ces secteurs à enjeux.

ZONAGE PLUVIAL Des mesures de gestion des eaux pluviales existent-elles déjà sur le territoire du zonage prévu ? Quelles ont été les raisons de leur mise en place ?	Sans objet
ZONAGE PLUVIAL Des secteurs du territoire sont-ils concernés par des risques liés aux eaux pluviales ? **Si oui, fournir une carte.**	Sans objet
ZONAGE PLUVIAL Existe-t-il des secteurs où sont présents des enjeux de gestion pour les eaux pluviales (maîtrise de l'imperméabilisation, topographie, capacité des réseaux existants, limitation du ruissellement...) ? **Si oui, fournir une carte.**	Sans objet

Recherche d'une réduction de la consommation énergétique des équipements et ouvrages prévus (postes de relèvement, STEP...)	Le zonage d'assainissement privilégie la mise en place de réseaux de collecte des eaux usées gravitaires. La mise en place de poste de refoulement n'est retenue qu'en cas d'impossibilité technique. -
Intégration paysagères des équipements et ouvrages prévus	
Niveau d'amélioration attendu par rapport à la situation initiale	Le zonage d'assainissement vise à améliorer la qualité des eaux souterraines et superficielles de la commune en étendant l'assainissement collectif et en améliorant les conditions de traitement autonome.

Notice explicative du zonage d’assainissement

SYNDICAT MIXTE DES EAUX DE LA REGION RHONE VENTOUX

Chemin de l'Hippodrome

84 200 CARPENTRAS

Mise à jour du zonage d'assainissement de la commune d'Althen-des-Paluds

ANNEXE SANITAIRE DU PLU

NOTICE EXPLICATIVE DU ZONAGE D4ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

13/10/2025 – indice A

Etude réalisée avec le concours financier de :

EURYECE Groupe MERLIN

Groupe MERLIN

Suivi du document :

13240140-ER1-ETU-ME-1-001

Indice	Établi par	Approuvé par	Le	Objet révision
A	C. COQ	G. DURANCEAU	13/10/2025	Établissement

Sommaire

I. CADRE REGLEMENTAIRE 8

I.1. Code Général des Collectivité Territoriales 8

I.2. Code de l'Urbanisme 8

II. DONNEES DE BASE 10

II.1. Démographie 10

II.1.1. Population permanente 10

II.1.2. Population saisonnière 11

II.2. Activités économiques 11

II.3. Configuration de l'habitat 11

II.4. Réseau hydrographique 12

II.5. Contexte géologique 12

II.6. Contexte hydrogéologique 13

II.7. Plan de Prévention des Risques Naturels 13

II.7.1. Inondation 13

II.7.2. Retrait-gonflement des argiles 13

II.7.3. Remontée de nappes 13

II.7.4. Sismicité 14

II.8. Documents d'orientation 15

II.8.1. SDAGE Rhône Méditerranée 2022-2027 15

II.8.2. SAGE 19

II.8.3. Contrat de milieu 19

II.8.4. Zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole 20

II.8.5. SCoT 20

II.9. Alimentation en eau potable 22

II.10. Enjeux environnementaux du territoire 23

II.11. Zones à enjeux sanitaires et environnementaux 24
II.12. Etat des lieux – Assainissement collectif 26
II.12.1. Compétence et mode de gestion 26
II.12.2. Chiffres clés du service assainissement 26
II.12.3. Système de collecte 26
II.12.4. Station d'épuration 28
II.13. Estimation des charges projetées – horizon PLU (+10 ans) 36
II.13.1. Hypothèses retenues 36
II.13.2. Détermination des charges projetées de temps sec 38
II.14. Etat des lieux – Assainissement non collectif 39
II.14.2. Aptitude des sols à l'assainissement non collectif 42
III. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT 44
III.1. Généralités 44
III.2. Mise en place d'une filière d'assainissement non collectif 44
III.3. Zones urbaines 44
III.3.1. Zone UA 44
III.3.2. Zone UB 45
III.3.3. Zone UBb 45
III.3.4. Zone UC 45
III.3.5. Zone UCb 47
III.3.6. Zone UCba 48
III.3.7. Zone UE et UEa 48
III.3.8. Zone UEa 48
III.4. Zones à urbaniser 50
III.4.1. Zone 1AU 50
III.4.2. Zone 1AUb 51
III.4.3. Zone 1AUe et 1AUecc 51
III.4.4. Zone 2AUc 51
III.5. Zones agricoles 52
III.6. Zones naturelles 53
III.7. Synthèse du zonage d'assainissement 54
III.8. Motifs pour lesquels le zonage a été retenu 54
IV. DISPOSITIONS DECOULANT DU ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT 58
IV.1. Précisions 58
IV.2. Modalité de financement des extensions 58
IV.3. Zone d'assainissement collectif 58

IV.3.1. Obligation de raccordement 58
IV.3.2. Conditions de raccordement 59
IV.4. Zone d'assainissement non collectif 61
IV.4.1. Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) 61
IV.4.2. Prescriptions techniques attachées aux dispositifs d'assainissement non collectif 61
IV.4.3. Délais de mise en conformité dans les zones à enjeux sanitaires 66
IV.5. Délais de mise en conformité dans les zones à enjeux sanitaires 67
V. PROGRAMME DE TRAVAUX 68
V.1. Assainissement collectif 68
V.1.1. Extensions de réseau 68
V.1.2. Réseau d'assainissement collectif 68
V.2. Assainissement non collectif 71
V.2.1. Réhabilitation des dispositifs non conformes 71
V.2.2. Mises en conformité 71
V.2.3. Investissements 71
V.2.4. Entretien 71
VI. PLAN DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES 72

Liste des figures

Figure 1 : Evolution de la population et des logements sur la commune d'Althen des Paluds (Données INSEE consultées en 2025) 10
Figure 2 : Cartographie des ICPE 11
Figure 3 : Réseau hydrographique de la commune d'Althen-les-Paluds 12
Figure 4 : Risque gonflement et retrait des argiles 13
Figure 5 : Carte du risque de remontée de nappe à l'échelle communale 14
Figure 6 : Localisation du risque sismique sur la région PACA (DDT Vaucluse) 15
Figure 7 : Zones de sauvegarde à proximité de la commune de Althen des Paluds 18
Figure 8 : Territoire du SCoT Bassin de Vie d'Avignon (Source : Syndicat Mixte du SCoT du Bassin de Vie d'Avignon) 21
Figure 9 : Localisation des enjeux environnementaux de la commune 24
Figure 10 : Zones enjeux sanitaires et environnementaux 25
Figure 11 : Plan des réseaux d'Althen les Paluds 27
Figure 12 : Synoptique de la STEU 30
Figure 13 : Evolution des volumes journaliers en entrée de STEP tous temps confondus (2020-2024) 32
Figure 14 : Analyse des données d'autosurveillance – ECPP 33
Figure 15 : Flux DBO5 entrée station – Tous temps confondus 36
Figure 16 : Flux DBO5 entrée station – Temps sec 37
Figure 17 : Bilan des contrôles des installations d'assainissement non collectif de Althen des Paluds (d'après données CASC de septembre 2023) 40
Figure 18 : Localisation installations d'assainissement non collectif de Althen des Paluds 41
Figure 19 : Carte d'aptitude des sols à l'infiltration 43
Figure 20 : Extension Chemin des Fusains, quartier des Cinq Chemins et route de Pernes 46
Figure 21 : Localisation de l'extension du chemin du Four Bonjean 47
Figure 22 : Extrait de la cartographie des zones à enjeux sanitaires et environnementaux de la commune d'Althen-des-Paluds 49
Figure 23 : Conformité des ANC dans la zone UEa 50
Figure 24 : Localisation de l'extension de la rue André de Richaud 52
Figure 25 : Extrait de la carte d'aptitude des sols - zone Uc 55
Figure 26 : Extrait de la carte d'aptitude des sols - zone Uc 55
Figure 27 : Conformité des ANC dans la zone UEa 56
Figure 28 : Schéma d'une tranchée d'infiltration (source : Landru.fr) 62
Figure 29 : Schéma d'un filtre à sable vertical non drainé (source : fosse-septique-toutes-eaux.mon-assainissement.fr) 63
Figure 30 : Schéma d'un tertre d'infiltration (source : spanc-cinor.re) 64
Figure 31 : Carte du programme de travaux 70

Liste des tableaux

Tableau 1 : Synthèse des données démographiques de la commune 10
Tableau 2 : Objectifs de qualité des masses d'eau superficielles (SDAGE RMC 2022-2027) 17
Tableau 3 : Objectifs de qualité des masses d'eau superficielles (SDAGE RMC 2022-2027) 17
Tableau 4 : Listing des enjeux environnementaux du territoire 23
Tableau 5 : Données du service assainissement de Althen des Paluds (RAD 2024) 26
Tableau 6 : Caractéristiques générales des réseaux d'assainissement – Althen-les-Paluds 26
Tableau 7 : Caractéristiques générales de la station d'épuration 28
Tableau 8 : Localisation de la station d'épuration 29
Tableau 9 : Description synthétique des principaux équipements de la STEP 30
Tableau 10 : Caractérisation de l'effluent traité 33
Tableau 11 : Analyse de temps sec des données d'autosurveillance 34
Tableau 12 : Analyse tous temps confondus des données d'autosurveillance 34
Tableau 13 : Rappels des niveaux de rejet – Arrêté préfectoral 35
Tableau 14 : Analyse des concentrations du rejet 35
Tableau 15 : Analyse des rendements épuratoires 35
Tableau 16 : Dotations unitaires retenues 38
Tableau 17 : Détermination de la capacité résiduelle de la STEU 38
Tableau 18 : Données CASC sur les installations d'ANC de Althen des Paluds 39
Tableau 19 : Extension des réseaux – Chemin des fusains 46
Tableau 20 : Extension des réseaux – Quartier des Cinq Chemins et route de Pernes 46
Tableau 21 : Extension des réseaux – Chemin du Four Bonjean 47
Tableau 22 : Extension des réseaux – Rue André de Richaud 52
Tableau 23 : Synthèse du zonage d'assainissement des eaux usées 54
Tableau 24 : Extensions de réseau – Zone UC 54
Tableau 25 : Extensions de réseau – Zone 2AUc 56
Tableau 26 : Entretien préconisé à effectuer 66
Tableau 27 : Délais de mise en conformité des installations d'ANC définis dans l'arrêté du 27 avril 2012 66
Tableau 28 : Délais de mise en conformité des installations d'ANC définis dans l'arrêté du 25 juillet 2014 67
Tableau 29 : Programme de travaux lié à l'extension du réseau d'assainissement collectif 68

I. CADRE REGLEMENTAIRE

I.1. Code Général des Collectivité Territoriales

L'article **L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)** en vigueur au 24 décembre 2022 stipule que « *Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :*

- *1° Les **zones d'assainissement collectif** où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*
- *2° (L. n° 2006-1772, 30 déc. 2006, art. 54, I, 8o) Les **zones relevant de l'assainissement non collectif** où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;*
- *[…] »*

Il est par ailleurs précisé dans :

- L'article **R.2224-7 du CGCT** en vigueur depuis le 13/09/2007 que *« peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif »* ;
- L'article **R.2224-8 du CGCT** en vigueur depuis le 01/06/2012 que *« L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L. 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-1 à R. 123-27 du code de l'environnement. »* ;
- L'article **R.2224-9 du CGCT** en vigueur depuis le 13/09/2007 que « *le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune, faisant apparaître les agglomérations d'assainissement comprises dans le périmètre du zonage, ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé* ».

I.2. Code de l'Urbanisme

Le Code de l'Urbanisme défini les dispositions spécifiques associées au raccordement des secteurs aux différents réseaux :

- Article R151-18 - Zone Urbaine, dite zone U : « Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les **équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter**. »

- Article R151-20 - Zone à Urbaniser, dite zone AU : « Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation. Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, **le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter** dans l'ensemble de cette zone et que des orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement en ont défini les conditions d'aménagement et d'équipement, les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement.

Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme comportant notamment les orientations d'aménagement et de programmation de la zone. »

Sur la base de ces principes et en fonction de leur coût, les extensions de réseau seront définies de la manière suivante :

- Zone U : Sauf impossibilité technique ou financière, les réseaux d'assainissement devront desservir toute les parcelles de la zone. Ces derniers seront **amenés en limite d'unité foncière ou de voie privée**,
- Zone AU : Sauf impossibilité technique ou financière, les réseaux d'assainissement seront **amenés en limite de zone**.

II. DONNEES DE BASE

II.1. Démographie

II.1.1. Population permanente

Les données démographiques de la commune d'Althen-des-Paluds issues du recensement INSEE de 2022 sont présentées dans le tableau ci-après.

Tableau 1 : Synthèse des données démographiques de la commune

Données INSEE de 2022	
Population recensée	2 881
Nombre de logements principaux	1 273
Occupation des logements (population/logements principaux)	2,3

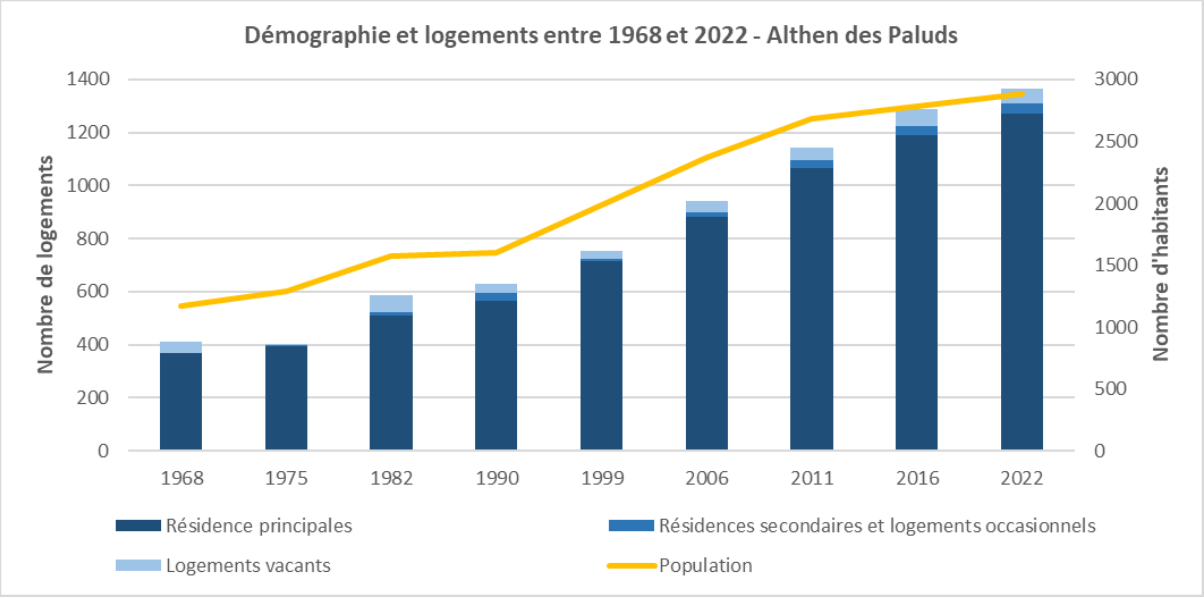


Figure 1 : Evolution de la population et des logements sur la commune d'Althen des Paluds (Données INSEE consultées en 2025)

Entre 1990 et 2016, la commune de Althen des Paluds a vu sa population augmenter pour atteindre en 2022 une population de **2 881 habitants**.

En termes de capacité d'accueil, la commune disposait en 2022 de **13 64 logements** répartis entre :

- 1 273 habitations principales (93%) ;
- 35 habitations secondaires (3 %) ;
- 56 logements vacants (5 %).

En prenant uniquement les habitations principales, l'occupation des logements peut être estimée à 2,3 habitants par logement. Le taux de logements secondaires est très faible sur la commune (3 %).

L'occupation des logements est ainsi évaluée à 2,1 habitants par logement principal sur le territoire de la commune de Althen des Paluds en 2022.

II.1.2. Population saisonnière

Au 1er janvier 2025, seul un hôtel est recensé sur la commune comprenant 22 chambres. Sur la base du ratio habituellement utilisé pour le calcul (à savoir 2 personnes par chambre et 2,1 personnes par habitation secondaire), la population saisonnière estimée est de 118 personnes.

La capacité touristique de Suzette en période de pointe est ainsi estimée à environ 118 personnes supplémentaires représentant une hausse de seulement 4% de la population permanente actuelle.

II.2. Activités économiques

Les secteurs d'activité prépondérants sur la commune d'Althen-des-Paluds sont ceux de la construction (21,8 %) et du commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration (21,5 %).

A noter qu'aucune Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) n'est recensée sur le territoire communal.



Figure 2 : Cartographie des ICPE

De plus, à ce jour, la commune ne dispose **d'aucune autorisation ou convention de déversement**. Au vu des abonnés raccordés au réseau d'assainissement et de leur rejet, la mise en place de conventions de déversement ne semble pas nécessaire à ce jour.

II.3. Configuration de l'habitat

La configuration de l'habitat sur la commune d'Althen-des-Paluds est présentée de la façon suivante :

- **1 zone agglomérée principale** au Centre du territoire communal. Celle-ci comprend le centre historique de la commune et les zones résidentielles périphériques qui se sont principalement développées au Sud du centre historique,
- Un **habitat diffus** sur le reste du territoire de la commune,
- Il est précisé que le hameau de Saint Albergaty est situé au Nord de la commune.

II.4. Réseau hydrographique

La commune est parcourue par **80 km** de ruisseaux gérés par la commune. Ces ruisseaux sont alimentés par la Sorgue de Velleron qui coule en limite Est de la commune, et qui représente le seul cours d'eau important. Les principaux ruisseaux sont :

- Le Canal des Gaffins, dont la prise se situe au Sud Est du village,
- La Mayre des Limites, en limite Ouest de la commune, qui draine une partie des territoires des communes de Pernes les Fontaines (les Valayans) et Entraigues (les Hautures).

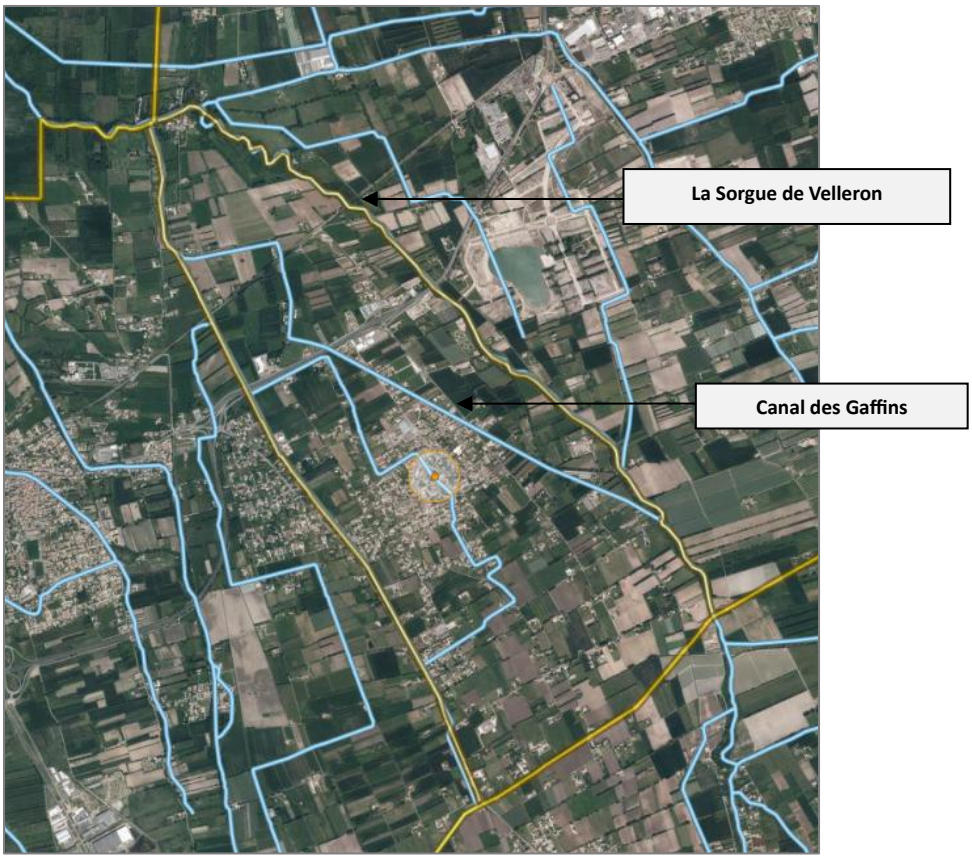


Figure 3 : Réseau hydrographique de la commune d'Althen-les-Paluds

II.5. Contexte géologique

La commune d'Althen-des-Paluds appartient, d'un point de vue géologique, à la marge Est du domaine rhodanien, sur la plaine des Sorgues.

Le sous-sol de la plaine des Sorgues comprend :

- Des alluvions déposés par la Durance, l'Ouvèze et les Sorgues durant le Quaternaire : de 0 à environ 10 m de profondeur on observe des limons en surface, puis des graviers sableux ou sablo limoneux perméables et aquifères.

- La surface marine de l'Helvétien (Miocène) : d'environ 10 m à plusieurs centaines de mètres de profondeur, constitués de marnes sableuses peu perméables, mais pouvant fournir des débits de plusieurs m³/h avec des ouvrages profonds.

II.6. Contexte hydrogéologique

Deux systèmes aquifères sont présents sur le territoire communal :

- La nappe superficielle alluviale s'écoule vers le Nord-Ouest selon le même gradient (2,2 pour mille) que la topographie. Sa surface écrêtée par le réseau de fossés et Carte géologique – Althen des Paluds Commune d'Althen des Paluds – Rapport de présentation 79 mayres se situe à une profondeur de l'ordre de 1 m sous pratiquement toute la commune. Elle est captée par de nombreux puits à des fins d'utilisation pour l'arrosage de jardins. Sa faible profondeur la rend particulièrement vulnérable aux contaminations issues de la surface, et notamment aux rejets des dispositifs d'assainissement autonome.
- La nappe de l'Helvétien (ou du Miocène) alimentée à l'état initial par les bordures de la plaine et drainée par les alluvions au centre : son niveau statique initial est artésien. Les forages effectués jusqu'à plus de 100 m pour l'alimentation, l'irrigation des serres ou l'arrosage sous pression, tendent à rabattre cet aquifère et à inverser le sens du drainage vertical entre les deux nappes au centre de la plaine. De ce fait, l'aquifère profond devient vulnérable à la contamination de la nappe superficielle.

II.7. Plan de Prévention des Risques Naturels

II.7.1. Inondation

La commune d'Althen des Paluds n'est concernée par aucun PPR pour le risque inondation.

II.7.2. Retrait-gonflement des argiles

Althen des Paluds est concernée par un risque faible de gonflement et retrait des argiles. En cas d'aléa faible, la survenance de sinistre est possible en cas de sécheresse importante mais ces désordres ne toucheront qu'une faible proportion des bâtiments.



Figure 4 : Risque gonflement et retrait des argiles

II.7.3. Remontée de nappes

La commune est soumise aux aléas de remontée de nappe et à des inondations de cave.

L'aléa est classé comme faible sur la commune puisqu'aucun PPR concernant la remontée des nappes n'existe à l'heure actuelle sur la commune.

La figure suivante présente la cartographie des zones d'aléa de remontée de nappes à l'échelle communale.

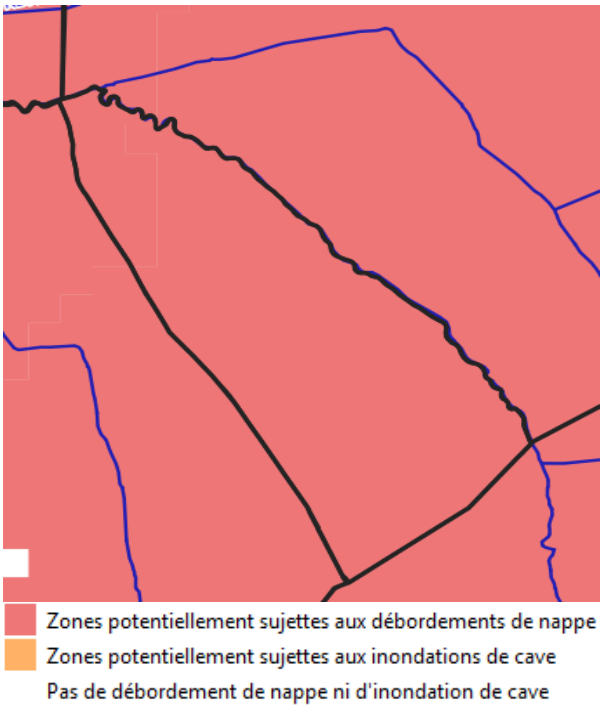


Figure 5 : Carte du risque de remontée de nappe à l'échelle communale

II.7.4. Sismicité

Concrétisant les avancées réalisées dans le cadre du Plan Séisme National, la réglementation parasismique a récemment fait l'objet d'évolutions portant à la fois sur le zonage national ainsi que sur les prescriptions constructives qui y sont adossées, désormais harmonisées au niveau européen à travers l'Eurocode 8 (décrets n°2010-1254 et n°2010-1255 et arrêté du 22 octobre 2010). Cette nouvelle réglementation est entrée en vigueur le 1er mai 2011.

La France est dotée d'une cartographie du risque sismique. Le zonage sismique définit 5 zones de sismicité, allant de 1 (zone d'aléa très faible) à 5 (zone d'aléa fort). La règlementation parasismique s'applique aux nouveaux bâtiments et aux bâtiments anciens dans des conditions particulières, dans les zones de sismicité 2, 3, 4 et 5.

Le Vaucluse est classé en aléa modéré (zone de sismicité 3) sauf pour 30 communes du sud du département qui sont situées en zone de sismicité moyenne (ou « zone 4 »). La commune d'Althen des Paluds est classée en zone en aléa modéré.

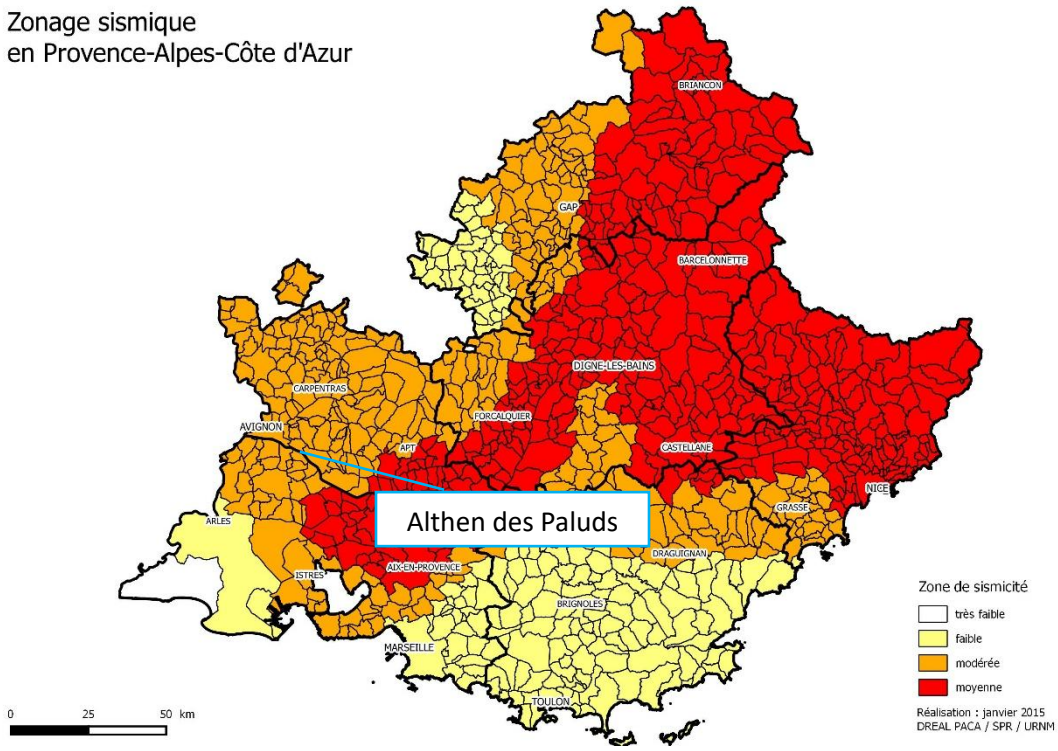


Figure 6 : Localisation du risque sismique sur la région PACA (DDT Vaucluse)

II.8. Documents d'orientation

II.8.1. SDAGE Rhône Méditerranée 2022-2027

II.8.1.1. Présentation du SDAGE

Le Schéma Directeur d'aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée constitue le cadre de référence pour la politique de l'eau du bassin.

Après leur adoption par le Comité de bassin le 18 mars 2022, le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 ainsi que le programme de mesures associé ont été approuvés par le Préfet coordonnateur de bassin, Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes par arrêté préfectoral signé le 21 mars 2022 et publié au Journal officiel du 3 avril.

Par conséquent, **le SDAGE 2022-2027 est devenu applicable à partir du 4 avril 2022**, pour une durée de 5 ans.

Le SDAGE 2022-2027 comprend **9 orientations fondamentales** que sont :

- **Orientation fondamentale n°0** : s'adapter aux effets du changement climatique ;
- **Orientation fondamentale n°1** : privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité ;
- **Orientation fondamentale n°2** : concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques ;
- **Orientation fondamentale n°3** : prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau :
  - A. Mieux connaître et mieux appréhender les impacts sociaux et économiques ;

- B. Développer l'effet incitatif des outils économiques en confortant le principe pollueur-payeur ;
- C. Assurer un financement efficace et pérenne de la politique de l'eau ;

- **Orientation fondamentale n°4** : renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux :
  - A. Renforcer la gouvernance dans le domaine de l'eau ;
  - B. Structurer la maîtrise d'ouvrage à une échelle pertinente ;
  - C. Assurer la cohérence des projets d'aménagement du territoire et de développement économique avec les objectifs de la politique de l'eau ;
- **Orientation fondamentale n°5** : lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé :
  - Orientation fondamentale n°5a : poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle ;
  - Orientation fondamentale n°5b : lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques ;
  - Orientation fondamentale n°5c : lutter contre les pollutions par les substances dangereuses :
    - A. Réduire les émissions et éviter les dégradations chroniques ;
    - B. Sensibiliser et mobiliser les acteurs ;
    - C. Améliorer les connaissances nécessaires à la mise en œuvre d'actions opérationnelles ;
  - Orientation fondamentale n°5d : lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles ;
  - Orientation fondamentale n°5e : évaluer, prévenir et maitriser les risques pour la santé humaine :
    - A. Protéger la ressource en eau potable ;
    - B. Atteindre les objectifs de qualité propres aux eaux de baignade et aux eaux conchylicoles ;
    - C. Réduire l'exposition des populations aux substances chimiques via l'environnement, y compris les polluants émergents ;
- **Orientation fondamentale n°6** : préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides :
  - Orientation fondamentale n°6a : agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques :
    - A. Définir, préserver et restaurer l'espace de bon fonctionnement ;
    - B. Maintenir et restaurer les processus écologiques des milieux aquatiques ;
    - C. Assurer la non-dégradation ;
    - D. Mettre en œuvre une gestion adaptée aux plans d'eau et au littoral ;
  - Orientation fondamentale n°6b : préserver, restaurer et gérer les zones humides ;
  - Orientation fondamentale n°6c : intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau ;

- **Orientation fondamentale n°7** : atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir :
  - A. Concrétiser les actions de partage de la ressource et d'économie d'eau dans les secteurs en déséquilibre quantitatif ou à équilibre précaire ;
  - B. Anticiper et s'adapter à la rareté de la ressource en eau ;
  - C. Renforcer les outils de pilotage et de suivi ;
- **Orientation fondamentale n°8** : augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques :
  - A. Agir sur les capacités d'écoulement ;
  - B. Prendre en compte les risques torrentiels ;
  - C. Prendre en compte l'érosion côtière du littoral.

II.8.1.2. Masses d'eau superficielles concernées

Le SDAGE Rhône Méditerranée Corse 2022-2027 identifie les objectifs de qualité des masses d'eau superficielles présentes sur le territoire.

Tableau 2 : Objectifs de qualité des masses d'eau superficielles (SDAGE RMC 2022-2027)

Masse d'eau	Atteinte objectif bon Etat			
	Ecologique		Chimique	
Sorgue de Velleron, du Partage des Eaux à la confluence avec la Sorgue d'Entraigues, et Sorgue aval jusqu'à la confluence avec l'Ouvèze (FRDR384c)	Bon état	2021	Bon état	2015

II.8.1.3. Masses d'eau souterraines concernées

Le SDAGE Rhône Méditerranée Corse 2022-2027 identifie les objectifs de qualité des masses d'eau superficielles présentes sur le territoire.

Tableau 3 : Objectifs de qualité des masses d'eau superficielles (SDAGE RMC 2022-2027)

Masse d'eau	Atteinte objectif bon Etat					
	Ecologique		Justification du report	Chimique		Justification du report
Alluvions des plaines du Comtat (Sorgues) (FRDG354)	Bon état	2015		Bon état	2015	
Molasses miocènes du Comtat (FRDG218)	OMS*	2027	Déséquilibre prélèvements/ressource	OMS*	2027	Déisopropyl-déséthyl-atrazine, Somme des pesticides totaux
**OMS : Objectif Moins Strict*						

II.8.1.4. Masses d'eau souterraines stratégiques

Le SDAGE Rhône-Méditerranée-Corse 2022-2027 caractérise certaines masses d'eau souterraines comme étant stratégiques pour l'alimentation en eau potable.

Il s'agit d'un **aquifère à fort intérêt stratégique pour les besoins en eau actuels et futurs**, fortement sollicité et dont l'altération poserait des problèmes immédiats pour les importantes populations qui en dépendent, ou faiblement sollicités mais à forte potentialités et à préserver pour les générations

futures. Ce sont donc des zones offrant des potentialités localement intéressantes, à étudier et à exploiter au gré de la demande, ou à potentialités intéressantes sur le plan régional, à étudier en priorité.

La qualification de ressource stratégique suppose :

- D'assurer la disponibilité sur le long terme de ressources suffisantes en qualité et en quantité pour satisfaire les besoins actuels et futurs d''adduction d'eau potable (AEP) des populations ;
- De préserver ces ressources indispensables pour les populations de l'évolution des pressions qui pourrait compromettre leur utilisation (urbanisation, activités…).

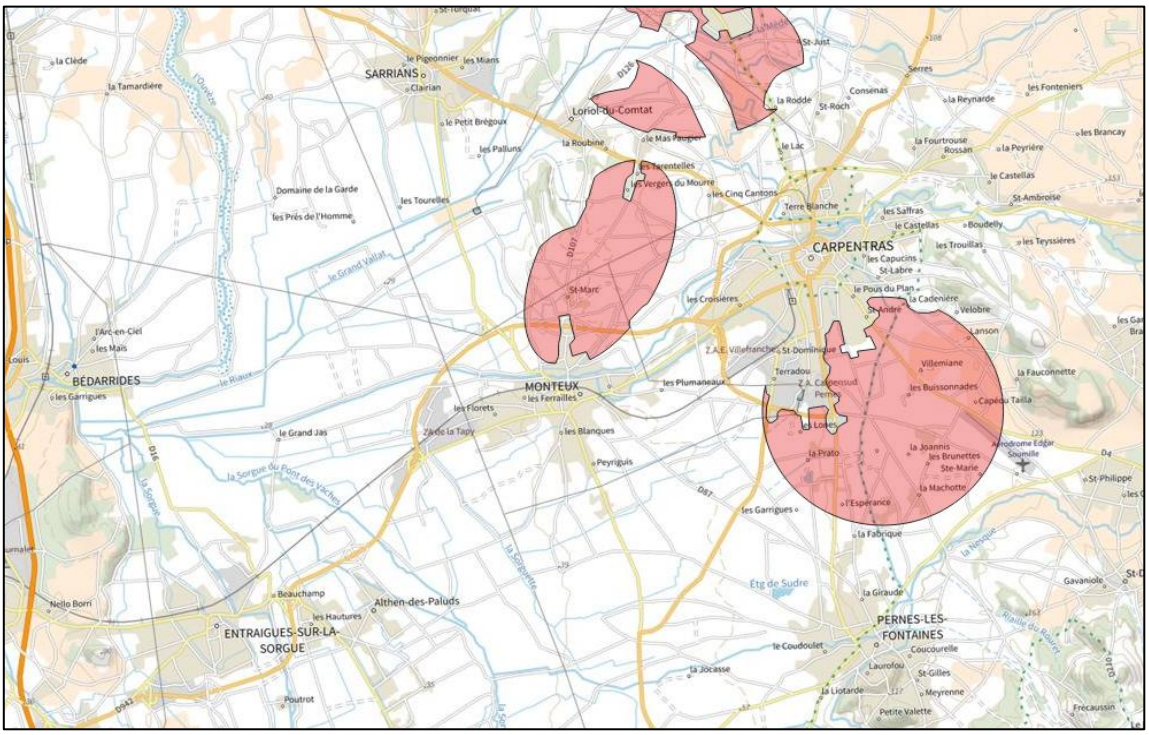


Figure 7 : Zones de sauvegarde à proximité de la commune de Althen des Paluds

Une **zone de sauvegarde** concerne la masse d'eau souterraine **FRDG218 Molasses miocènes du Comtat en dehors de la commune de Althen des Paluds.** Cette masse d'eau qui fait l'objet de mesures pour atteindre les objectifs de bon état :

- Pollution diffuse par les nutriments :
  - > Aménager et/ou mettre en place un dispositif d'assainissement non collectif.
- Pollution diffuse par les pesticides :
  - > Elaborer un plan d'action sur une seule AAC,
  - > Réduire les pollutions ponctuelles par les pesticides agricoles,
  - > Limiter les apports diffus ou ponctuels en pesticides non agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives.
- Prélèvements :
  - > Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver la ressource en eau,
  - > Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau,
  - > Améliorer la qualité d'un ouvrage de captage.

Aucune masse d'eau stratégique n'est concernée sur la commune d'Althen des Paluds.

II.8.2. SAGE

Aucun Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) n'est appliqué ou en cours d'élaboration sur la commune d'Althen-des-Paluds.

II.8.3. Contrat de milieu

Le **Contrat de Milieu** (contrat de rivière, de lac, de nappe, …) est un instrument d'intervention à l'échelle de bassin versant.

Comme le SAGE, lors de l'élaboration de ce document, des objectifs de qualité des eaux, de valorisation du milieu aquatique et de gestion équilibrée des ressources en eau sont définis afin d'adopter un programme d'intervention multithématique sur 5 ans.

Contrairement au SAGE, les **objectifs du contrat de milieu n'ont pas de portée juridique**, mais constituent un engagement contractuel entre les signataires.

Le territoire est concerné par le contrat de milieu suivant : contrat de milieu « Sorgues » (3ème contrat). Deux Contrats de Rivière « Les Sorgues » ont en effet été élaborés et mis en œuvre depuis 2000. En 2018, l'élaboration d'un 3ème Contrat de Rivière a été lancée.

En juillet 2018, le Comité de Rivière a validé les objectifs suivants à atteindre :

- Prolonger l'action engagée, et ainsi pouvoir mener les actions qui n'ont pas encore abouti ou qui portent sur un temps long, en les réajustant au besoin ;
- S'adapter aux nouveaux enjeux, pour s'investir sur les enjeux émergeants ;
- S'ouvrir plus aux différents acteurs du territoire ;
- Poursuivre la dynamique d'un Contrat de Rivière innovant et créatif.

Dans le but de reconquérir et préserver les milieux aquatiques, ce contrat cible les enjeux suivants sur le bassin versant :

- Améliorer la qualité de l'eau,
- Améliorer la gestion des inondations,
- Concilier les usages avec la préservation du milieu,
- Améliorer la connaissance et la gestion de la ressource.

Le contrat de milieu « Sorgues » (3ème contrat) **a été réalisée en 2022 et est valable jusqu'en 2028. Il a pour objectifs :**

- Défi transversal « Développement socio-économique et environnemental » :
  - Mieux maîtriser l'urbanisation pour préserver le bon fonctionnement des milieux aquatiques tout en permettant le développement socio-économique du territoire ;
  - Concilier les usages entre eux pour préserver les atouts du territoire notamment les milieux aquatiques et leurs abords ;
  - Intensifier la sensibilisation auprès des habitants du territoire / Agir sur les changements comportementaux pour favoriser l'appropriation des Sorgues et les amener à devenir des écocitoyens.
- Défi « Milieux aquatiques » :

- Continuer à préserver les milieux aquatiques des Sorgues et leur biodiversité tout en permettant leur valorisation et la poursuite des activités économiques.

- Défi « Qualité des eaux » :
  - Maintenir une bonne à très bonne qualité des eaux pour préserver les richesses écologiques des Sorgues et garantir la satisfaction des usages.

- Défi « Ressources en eau » :
  - Veiller à une gestion équilibrée des ressources en eau pour garantir les usages et le bon fonctionnement des milieux.

- Défi « Inondation » :
  - Mieux appréhender les risques inondations et leurs conséquences pour mieux vivre avec.

Le plan de zonage d'Althen-des-Paluds est compatible avec le contrat de rivière. Le Schéma d'assainissement doit permettre de fixer des mesures visant à préserver la qualité de l'eau en évitant tout rejet de matières polluantes.

II.8.4. Zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole

Dans le bassin Rhône-Méditerranée-Corse, le préfet coordonnateur a désigné les zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole par l'arrêté 17-055 du 21 février 2017.

La pollution aux nitrates est principalement due à certaines pratiques agricoles, et en particulier à l'emploi d'engrais afin de maximiser les rendements. Ces pratiques, couplées à l'existence de forages mal réalisés, mettant en communication les eaux de ruissellement et la ressource souterraine, augmentent les risques de pollution.

Le territoire communal d'Althen des Paluds ne figure pas dans une zone vulnérable à la pollution par les nitrates.

II.8.5. SCoT

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est un **document stratégique d'aménagement du territoire et de planification à l'échelle intercommunale**. Il permet d'organiser le territoire et de mettre en cohérence les politiques publiques en termes d'urbanisation. Il permet l'articulation avec les autres documents d'urbanisme, tels que les PLU, et est destiné à servir de cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles.

Le SCoT a été dans un premier temps institué par la loi SRU adoptée le **13 décembre 2000** puis a été renforcé par le Grenelle 2 de l'Environnement du **12 Juillet 2010**, prenant en compte les principes de développement durable, d'économie, de transport mais aussi d'environnement.

L'article **L.122-1-1 du Code de l'Urbanisme** précise le contenu des SCoT :

« *Le schéma de cohérence territoriale respecte les principes énoncés aux articles L. 110 et L. 121-1. Il comprend un rapport de présentation, un projet d'aménagement et de développement durables et un document d'orientation et d'objectifs. Chacun de ces éléments peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques.* »

Les communes concernées par le SCoT du Bassin de Vie d'Avignon, approuvé le **16/12/2011,** sont représentées ci-après.

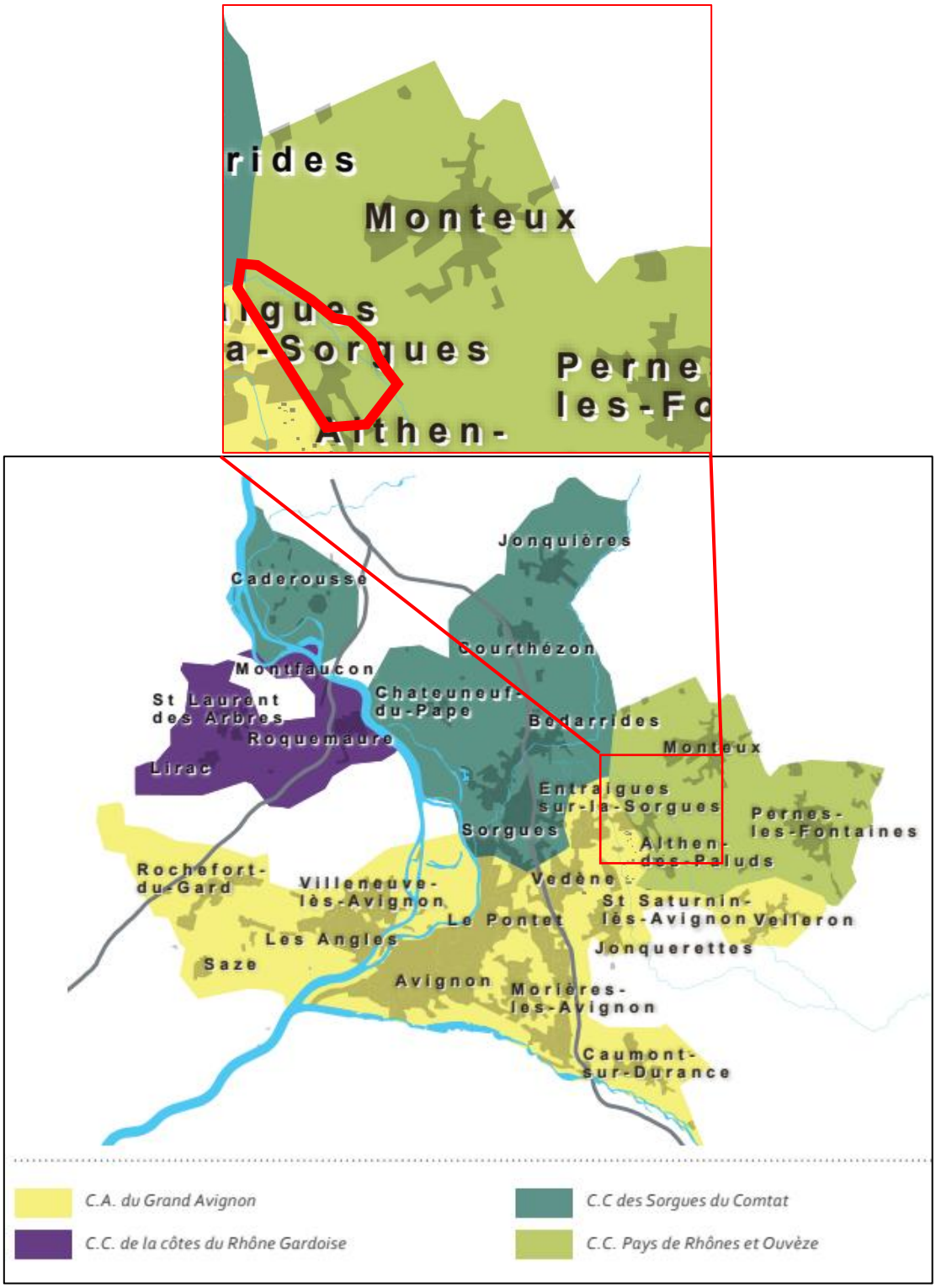


Figure 8 : Territoire du SCoT Bassin de Vie d'Avignon (Source : Syndicat Mixte du SCoT du Bassin de Vie d'Avignon)

Les quatre axes stratégiques définis dans le PADD sont :

- **<u>Défi 1 – Tirer parti du positionnement stratégique du grand Bassin de Vie d'Avignon dans le contexte régional :</u>**
  - 1.1 – Les ambitions régionales,
  - 1.2 – Les atouts du grand bassin de vie d'Avignon à conforter pour positionner le territoire à l'échelle régionale,

- 1.3 – L'organisation générale de l'espace au sein du SCoT du Bassin de Vie d'Avignon,

- **Défi 2 – Maintenir une attractivité productive, durable et maîtrisée :**
  - 2.1 – Renforcer les atouts concurrentiels du tissu économique,
  - 2.2 – Construire une attractivité résidentielle réaliste, adaptée et diversifiée,
  - 2.3 – Organiser une mobilité durable,
- **Défi 3 – Assurer l'équilibre entre les différentes vocations de l'espace : établir un « contrat foncier » durable :**
  - 3.1 – Se donner les moyens d'une extension mesurée de l'urbanisation,
  - 3.2 – Protéger les espaces agricoles, naturels et paysagers,
- **Défi 4 – Promouvoir un urbanisme innovant et intégré :**
  - 4.1 – Apaiser et revaloriser le rapport entre le territoire et les risques,
  - 4.2 – Développer un urbanisme en adéquation avec la préservation et la gestion durable de la ressource en eau du territoire,
  - 4.3 – Développer des espaces urbains plurifonctionnels,
  - 4.4 – Favoriser la qualité urbaine,
  - 4.5 – Réduire la consommation énergétique et la dépendance vis-à-vis des énergies fossiles vis-à-vis des énergies fossiles.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable définit le positionnement stratégique du territoire qui est ensuite décliné autours de plusieurs grandes orientations. Un des axes choisis est de « *développer un urbanisme en adéquation avec la préservation et la gestion durable de la ressource en eau du territoire* » (page 64 du PADD).

Une des conséquences de l'ouverture à l'urbanisation est l'augmentation des rejets des eaux usées. Face à cette problématique les communes doivent être en mesure de pouvoir mettre en place une politique sectorielle afin de pouvoir anticiper et accompagner cette hausse. Le plan de zonage des eaux usées en est le principal outil.

Le zonage d'assainissement d'Althen-des-Paluds est compatible avec les orientations du SCoT du bassin de vie d'Avignon puisqu'il prévoit le raccordement de plusieurs secteurs actuellement en non-collectif en collectif. Cela doit permettre à terme de protéger la ressource en eau des différentes sources de pollution et de préserver ainsi la qualité de l'eau.

II.9. Alimentation en eau potable

Il n'existe pas de captage public d'eau potable, ni de périmètre de protection sur le territoire communal. La commune d'Althen-des-Paluds est alimentée grâce aux captages suivants :

- Barthelasse (commune d'Avignon) ;
- L'île sur la Motte (Villeneuve les Avignon) ;
- Joux rive gauche (Sorgues).

II.10. Enjeux environnementaux du territoire

Le tableau ci-après caractérise les enjeux environnementaux présents sur le territoire communal d'Althen-des-Paluds.

Tableau 4 : Listing des enjeux environnementaux du territoire

Enjeux environnementaux	Commune d'Althen des Paluds
ZNIEFF de type I	84-100-140 – Les Sorgues
ZNIEFF de type II	Néant
ZNIEFF géologique	Néant
Zones humides	84CEN0186 – Les Sorgues
Inventaire des arrêtés de biotope	Néant
Natura 2000 – Habitats	Site d'Importance Communautaire (SIC) FR9301578 – La Sorgue et l'Auzon
Natura 2000 – Oiseaux	Néant
Contrats de milieux	Sorgues
Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)	Néant
Zones vulnérables aux nitrates définies en 2012	Néant
Zone de montagne	Néant
Zone littoral	Néant
Zone de baignade	Néant
Zone conchylicole	Néant
Périmètre de protection de captage	Alimentation en eau potable depuis le captage de la Jouve situé sur la commune de Sorgues
Cours d'eau de 1ère catégorie piscicole	Néant
Cours d'eau « réservoir biologique »	FRDR384b – la Sorgue d'Entraigue et la Sorgue de Velleron
Zone de répartition des eaux	Néant
Nappe phréatique sensible	Néant
Zones à enjeux sanitaires et environnementaux (arrêté préfectoral du 25 juillet 2014)	2 zones à enjeux sanitaires répertoriées

Les ZNIEFF terrestres n'ont pas de portée réglementaire, en revanche les arrêtés préfectoraux de protection du biotope, les zones humides, les sites classés et les zones Natura 2000 ont une portée réglementaire.

La localisation de ces différentes zones est présentée en page suivante.

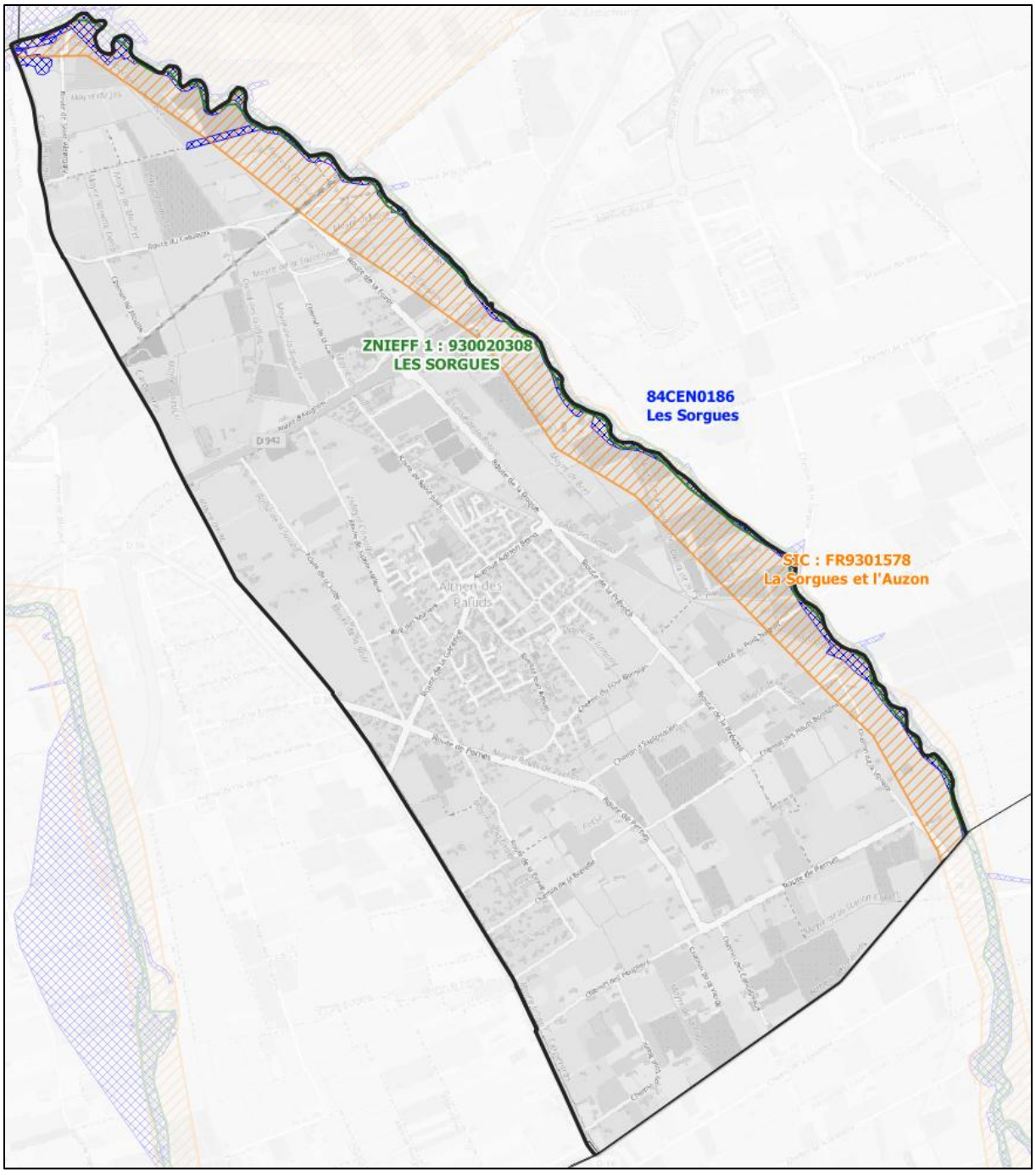


Figure 9 : Localisation des enjeux environnementaux de la commune

II.11. Zones à enjeux sanitaires et environnementaux

L'arrêté préfectoral n°2014206-0002 du 25 juillet 2014 définit les zones à enjeux environnementaux et sanitaires du département de Vaucluse, zones dans lesquelles les assainissements non collectifs doivent être mis en conformité dans un délai de 4 ans à partir de l'attestation du SPANC de non-conformité.

En cas de constat d'absence d'installation, cet arrêté prévoit un délai maximal de 2 ans pour la mise en place d'une installation d'assainissement non collectif.

Les communes pour lesquelles il a été défini des zones à enjeux sanitaires et environnementaux sont définies dans l'arrêté préfectoral du 25/07/2014. Pour chacune de ces communes, les zones à enjeux sanitaires et environnementaux ont été cartographiées à l'échelle du territoire communal.

Sur la commune d'Althen-des-Paluds deux zones à enjeux sanitaires ont été définies. Celle-ci est présentée sur la cartographie de la page suivante.

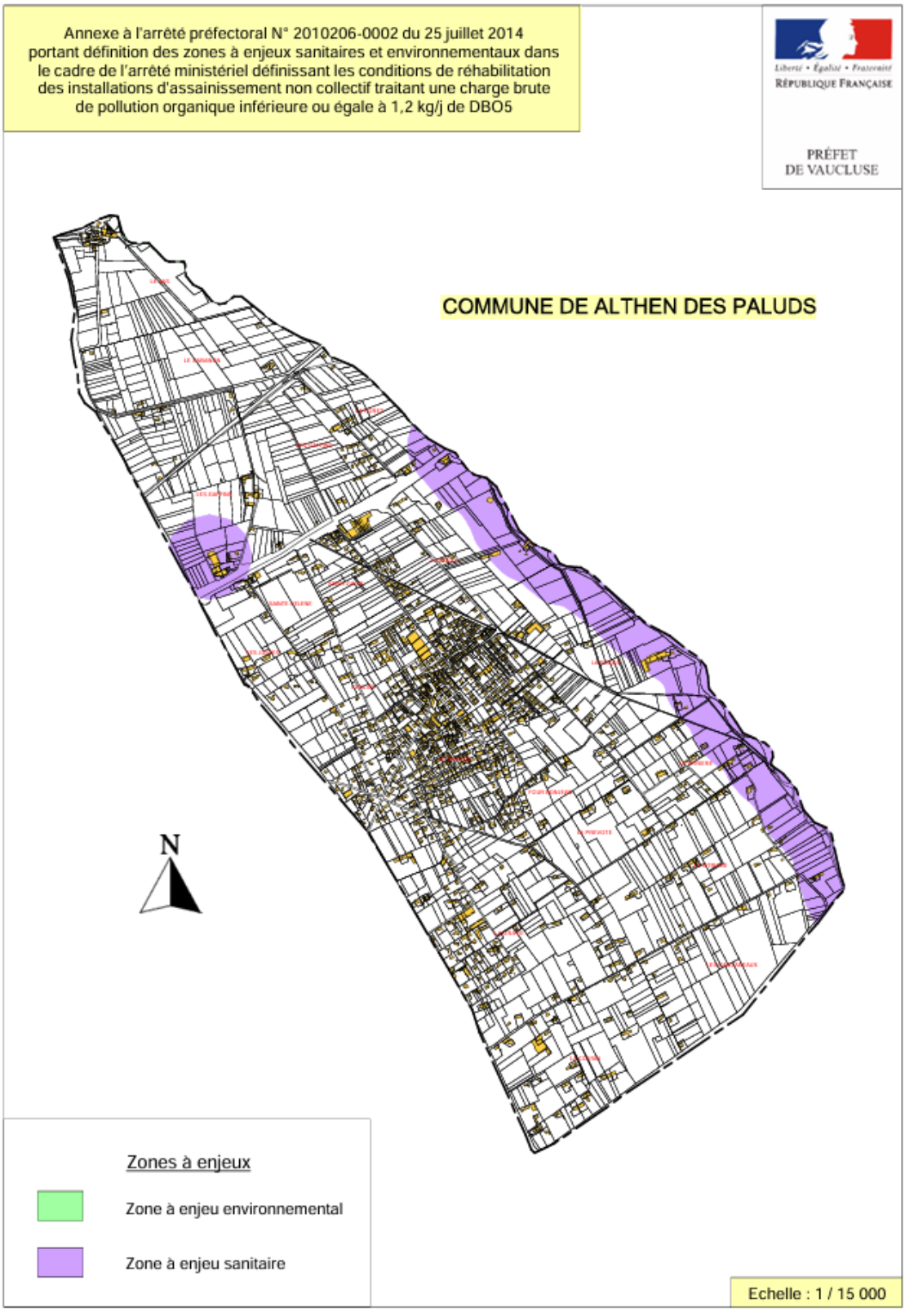


Figure 10 : Zones enjeux sanitaires et environnementaux

II.12. Etat des lieux – Assainissement collectif

Sources : Rapports annuels du délégataire, RPQS

II.12.1. Compétence et mode de gestion

La compétence assainissement est gérée par le **Syndicat Mixte des Eaux de la Région Rhône Ventoux** (SMERV) : assainissement collectif et non collectif.

Les réseaux d'assainissement des eaux usées ainsi que les stations d'épuration sont exploités par SUEZ dans le cadre d'un contrat d'affermage.

Cette délégation est matérialisée par un contrat renouvelé en janvier 2022 pour une durée de 10 ans et qui lui confère le droit exclusif d'assurer au profit des abonnés, le service de l'assainissement collectif à l'intérieur du périmètre affermé.

II.12.2. Chiffres clés du service assainissement

Le nombre d'abonnés en assainissement collectif et le volume journalier théorique moyen sont présentés dans le tableau ci-après.

Tableau 5 : Données du service assainissement de Althen des Paluds (RAD 2024)

	2024
Abonnés assainissement (unité) *Données RAD*	1 409
Volumes traités (m³/an) *Données RAD*	169 810
Volume moyen par abonné (m³/an/ab.)	121
Volume moyen journalier par habitant (l/j/hab.)	151

II.12.3. Système de collecte

Les principales caractéristiques du réseau d'assainissement collectif sont les suivantes :

Tableau 6 : Caractéristiques générales des réseaux d'assainissement – Althen-les-Paluds

Paramètres	**Caractéristiques**
Diamètre et matériaux	Diamètre entre 160 et 200 mm en PVC *(données SIG)*
Equipements des réseaux	220 regards *(données SIG)*
Type de réseau	Réseau de type séparatif à 100 %
Linéaire réseau de collecte	Réseaux de collecte des eaux usées = 10 034 ml *(données RAD 2024)*
Abonnés desservis	1 409 en 2024 *(données RAD)*
Volume traités	169 810 m^3 en 2024 *(données RAD)*
Conventions de rejet	Aucune d'après les données fournies
Raccordements extérieurs	Absence de raccordement de réseaux extérieurs à la commune
Postes de refoulement	3 Postes de refoulement
Déversoir d'orage et trop-plein	1 déversoir d'orage (DO route de Saint Jules) Aucun trop-plein de poste de refoulement

Département de Vaucluse (84)

RHÔNEVENTOUX

SYNDICAT MIXTE DES EAUX DE LA REGION RHONE VENTOUX

MISE A JOUR DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT D'ALTHEN-DES-PALUDS

SYSTEME D'ASSAINISSEMENT

SYSTEME DE COORDONNEES:
Lambert 93 - RGF93
Altimétrie : NGF - IGN69

ECHELLE :
1/ 6 000

EURYECE
Groupe MERLIN

ZI Bois des Lots
10, Allée des Gonsards
26 130 Saint-Paul-Trois-Châteaux

Téléphone : 04.75.04.78.24

GROUPE MERLIN / Réf doc : 13250053-ER1-ETU-PG-1-004

Ind	Etabli par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	C.COQ	G.DURANCEAU	18/07/2025	Création

NOTA : Il convient de se référer aux tables attributaires du SIG pour connaître la classe de précision (définie dans l'arrêté du 15 février 2012) de tous les organes recensés sur cette cartographie.

Légende :

Réseau d'assainissement collectif
- Réseau de refoulement des eaux usées
- Réseau gravitaire des eaux usées
- Poste de refoulement
- Réseau refoulement projeté
- Réseau gravitaire projeté
- Poste de refoulement projeté
- Station de traitement des eaux usées (STEU)
- Zones à enjeux environnementaux et sanitaires (arrêté préfectoral n°2014206-0002 du 25/07/2014)

Cadastre
- Parcelles
- Batis
- Limite communale

Données	Source	Date
Réseau d'eaux usées	Fourni par SUEZ - délégataire du réseau	06/09/2025

NOM DE FICHIER : Zonage_AC.qgz

Vue en plan ech. 1/6 000

N

Vue en plan ech. 1/3 500

II.12.4. Station d'épuration

II.12.4.1. Données générales

La synthèse des caractéristiques de la station d'épuration de la commune d'Althen-des-Paluds est présentée ci-après.

Tableau 7 : Caractéristiques générales de la station d'épuration

Paramètres	Capacité des ouvrages	
Type de station	Constructeur : TES Mise en service : 01/01/1994 Prétraitement : dégrillage + dessableur-déshuileur Procédé de traitement : traitement biologique par boues activées aération prolongée (très faible charge) + clarificateur	
Code station	060984001001	
Arrêté préfectoral d'autorisation	Arrêté préfectoral d'autorisation n°3 100 du 24 septembre 1990	
Communes prises en charge	Althen des Paluds	
Capacité en équivalents habitants	2 100 EH	
Volume de référence	420 m^3/j	
Débit moyen de temps sec	-	
Débit de pointe de temps sec	-	
Débit de pointe de temps de pluie	-	
Bassin d'orage	Aucun ouvrage existant	
Flux journalier en DBO_5	126 kg/j	
Flux journalier en DCO	-	
Flux journalier en MES	189 kg/j	
Flux journalier de NTK	29 kg/j	
Flux journalier Pt	-	
Niveaux de rejet	- DBO_5 = 25 mg/l - DCO = 90 mg/l - MES = 35 mg/l - NTK = 40 mg/l	- DBO_5 = 70 % - DCO = - - MES = 90 % - NTK = -
Milieu récepteur	Canal des Gaffins qui se jette ensuite dans la Sorgue de Velleron	
Traitement des boues	Silo à boues et lits de séchage	
Evacuation des boues	Centre de compostage agréé Terre de Provence (Mondragon (84))	

La localisation de la station d'épuration d'Althen-des-Paluds est présentée dans le tableau ci-après.

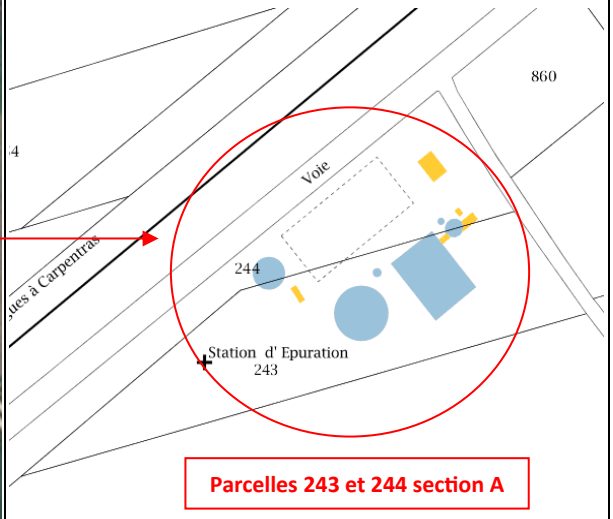
Tableau 8 : Localisation de la station d'épuration



Localisation générale (fond de plan IGN 1/25 000ème)



Vue aérienne



Situation cadastrale

Le fonctionnement général de la station d'épuration d'Althen-des-Paluds suit les étapes décrites dans le tableau et le synoptique ci-après.

Tableau 9 : Description synthétique des principaux équipements de la STEP

File Eau	File Boue
Types de traitement : • Traitement biologique $DBO_5 \leq 25$ mg(O2)/l • Traitement azote NTK<40 mg/l Filières de traitement : • Boues activées très faible charge Ouvrages et équipements : • Relevage : PR Saint Jules – 2 pompes • 1 Dégrilleur • 1 Déssableurs-Dégraisseurs • 1 zone d'anoxie (V = 95 m³) • 1 Bassin d'aération (V = 285 m³) • 1 Recirculation : 2 pompes • 1 clarificateur (S = 78 m² et Ø = 10 m) • 1 Canal de sortie (comptage par seuil triangulaire (eaux traitées) • Absence de by-pass	Types de traitement : • Déshydratation des boues Filières de traitement : • Lits d'épandage (S = 300 m²) Ouvrages et équipements : • Compostage des boues
Apports extérieurs sur la file Eau : Néant à ce jour.	**Apports extérieurs sur la file Boue :** Néant à ce jour.

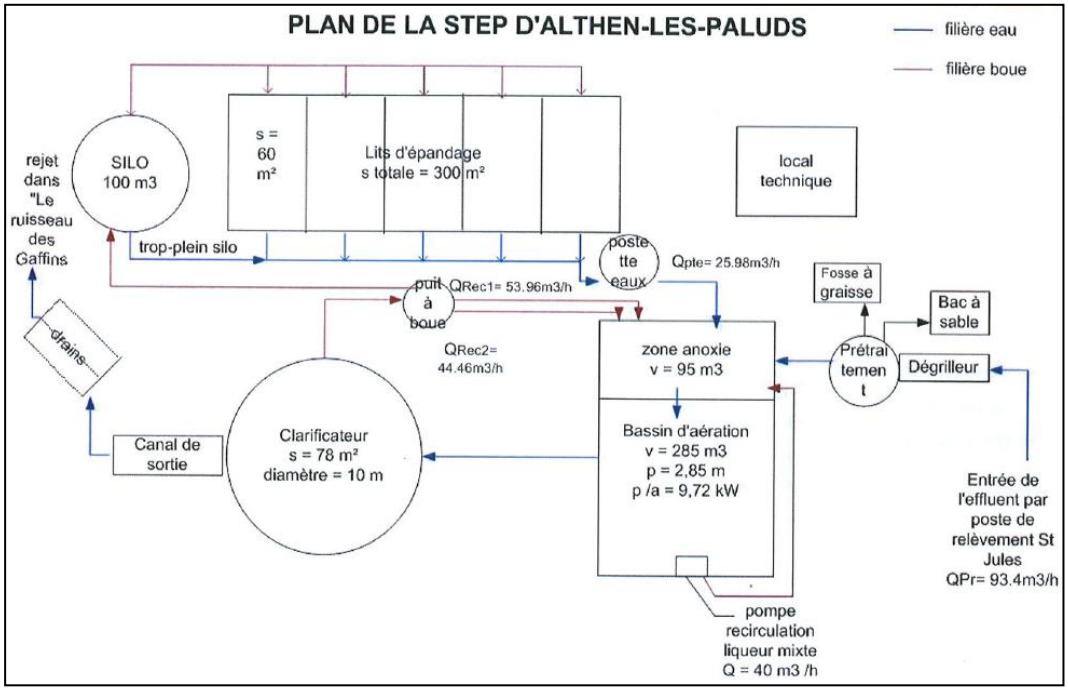


Figure 12 : Synoptique de la STEU

II.12.4.2. Analyse des données d'autosurveillance

Hypothèses et dotations unitaires retenues

La station d'épuration a été dimensionnée pour traiter une charge de pollution de 126 kg DBO_5/j et une charge hydraulique de 420 m³/j.

Capacité nominale de la STEP :

La capacité nominale de la station d'épuration d'Althen-des-Paluds est de 126 kg/j (données constructeur) qui correspond à 2 100 EH sur la base d'une dotation unitaire de 60 g/j de DBO_5.

Analyse des volumes journaliers

Evolution annuelle des volumes journaliers :

Le graphique page suivante présente l'ensemble des volumes journaliers mesurés entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2024. Globalement les observations suivantes ressortent :

- En période estivale (juillet à septembre), c'est à dire en condition de nappe basse les volumes journaliers sont très proches du volume journalier théorique **200 m³/j**,
- En dehors de la période estivale (octobre à juin) les volumes journaliers augmentent sensiblement pour atteindre un palier de l'ordre de **450 à 600 m³/j**,
- En présence d'épisodes pluvieux importants les volumes journaliers atteignent à plusieurs reprises **1 300 m³/j**.

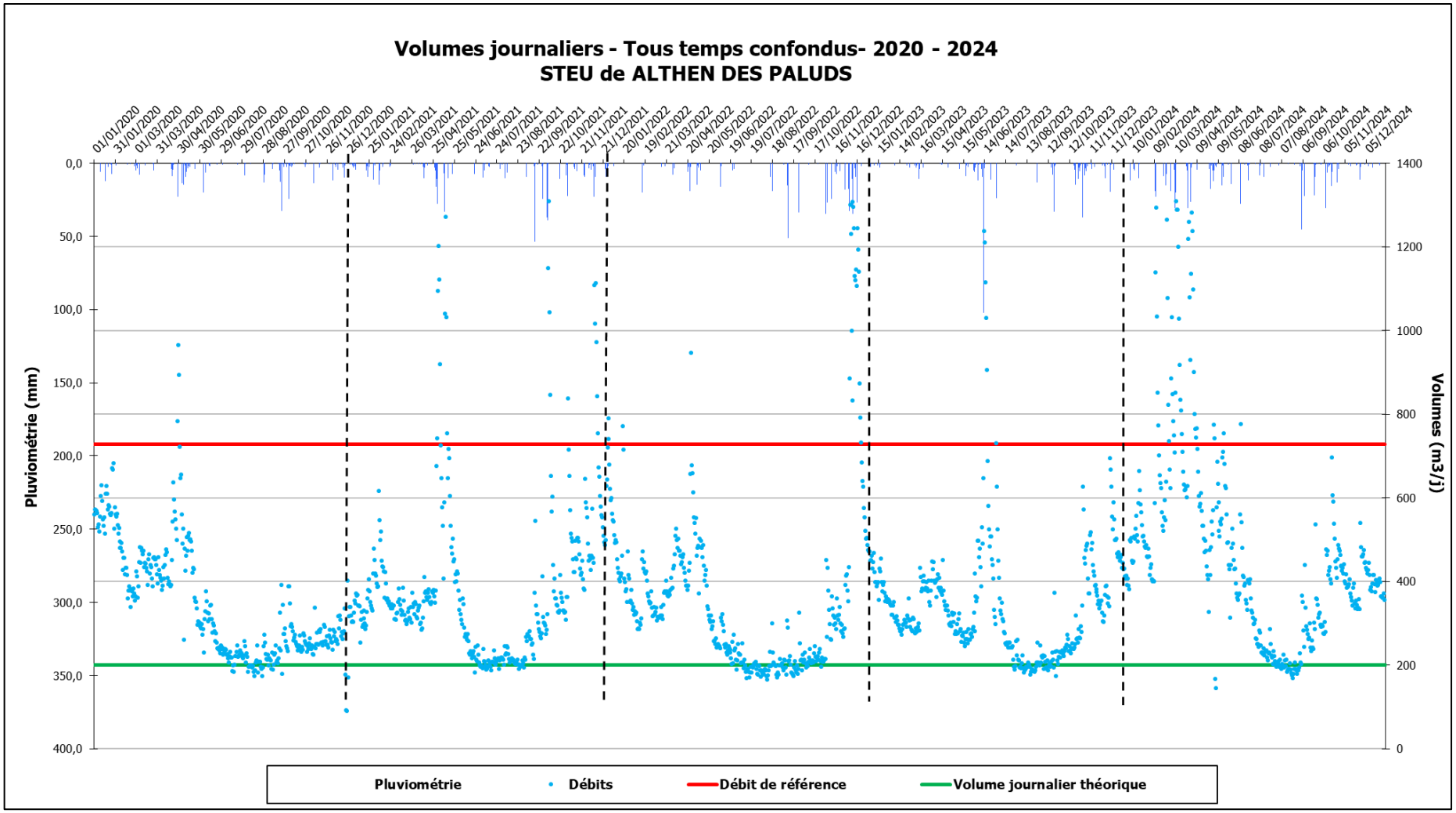


Figure 13 : Evolution des volumes journaliers en entrée de STEP tous temps confondus (2020-2024)

Analyse des volumes déversés au milieu naturel (A2 et A5) :

La station d'épuration d'Althen des Paluds n'est pas équipée de by-pass et ne déverse pas. L'ensemble des volumes sont traités par les ouvrages.

Intrusions d'Eaux Claires Parasites Permanentes (ECPP) :

Le graphique suivant permet de rendre compte qu'à la suite d'épisodes pluvieux plus ou moins intenses on observe une augmentation rapide des volumes journaliers et une diminution progressive les jours suivants. Ce phénomène est habituellement lié à l'intrusion d'ECPP (réduction du niveau de la nappe et/ou décharge des réseaux superficiels et/ou ressuyage des sols après de longues périodes de pluies).

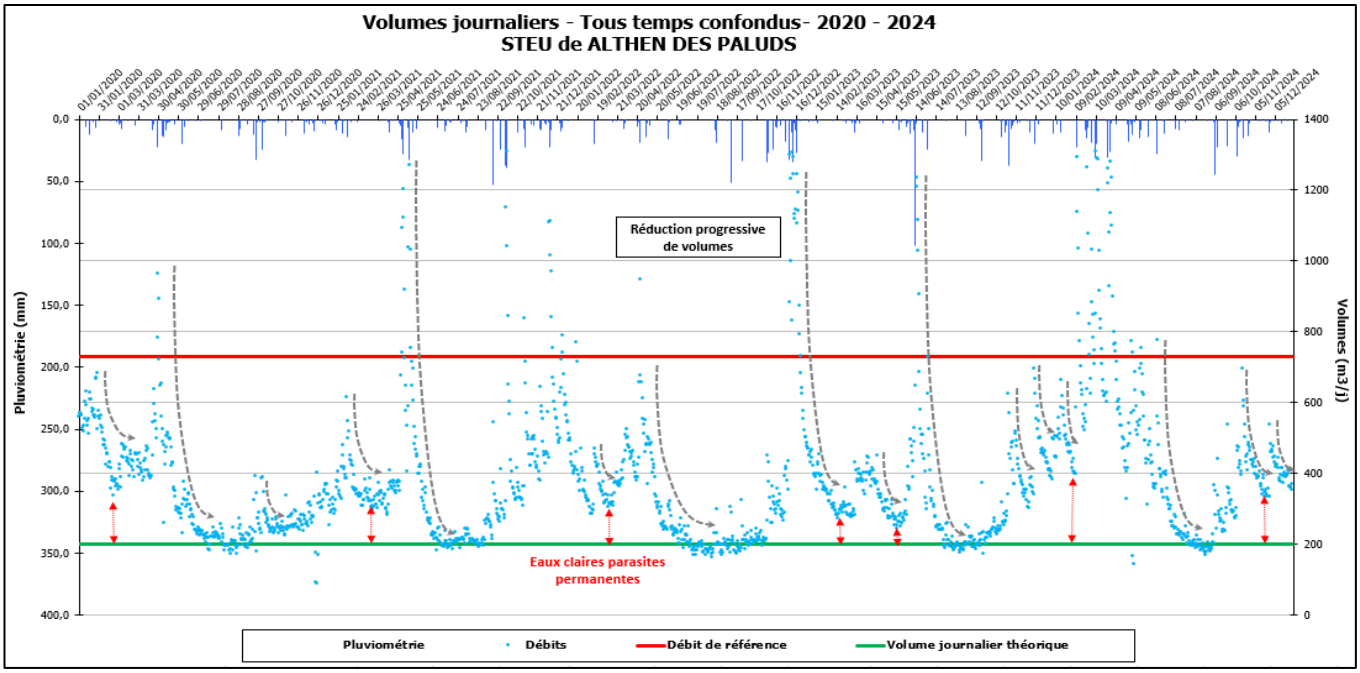


Figure 14 : Analyse des données d'autosurveillance – ECPP

Le graphique montre également l'augmentation des volumes journaliers en période de nappe haute où les eaux claires parasites représentent au minimum le double du volume journalier théorique de l'ordre de **200 m³/j**.

Caractérisation de l'effluent

Le rapport DCO / DBO_5 permet de caractériser l'effluent reçu par la station d'épuration et d'évaluer s'il existe sur le réseau d'assainissement collectif des rejets industriels importants.

L'analyse de l'ensemble des données d'autosurveillance permet de conclure sur un effluent traité par la station d'épuration légèrement supérieur à celui de type domestique (centile 95). La moyenne reste caractéristique d'un effluent de type domestique.

Tableau 10 : Caractérisation de l'effluent traité

DCO / DBO_5	Autosurveillance données de temps sec
Nombre de valeurs	60
Minimum	1.20
Maximum	5.00
Moyenne	**2.41**
Centile 95	**3.96**
Caractérisation de l'effluent	**2 < Effluent domestique < 3** Effluent industriel > 3

Analyse des charges reçues en temps sec

L'analyse de temps sec permet de calculer les charges reçues par la station hors valeurs anormales et de temps de pluie. Les données d'autosurveillance ne sont pas comptabilisées dans le tableau suivant lorsque :

- Une pluie d'au moins 1 mm est apparue la veille,
- Ou si le jour même une pluie quelconque est tombée,
- En présence de données aberrantes.

Le tableau synthétise l'analyse des données d'autosurveillance de temps sec entre janvier 2020 et décembre 2024 :

Tableau 11 : Analyse de temps sec des données d'autosurveillance

			Débit m³/j	DBO_5 kg/j	DCO kg/j	MES kg/j	NTK kg/j	Pt kg/j
Janvier 2020– décembre 2024	*Nombre de valeurs*		1 326	38	38	38	13	13
	Moyenne	Paramètre	354	85	187	61	20	2
		% / capacité	84 %	68 %	-	32 %	11 %	-
	Centile 95	Paramètre	634	137	255	117	23	3
		% / capacité	151 %	109 %	-	93 %	19 %	-

Débit = 150 l/j/EH – DBO_5 = 60 g/j/EH – DCO = 120 g/j/EH – MES = 70 g/j/EH – NTK = 14 g/j/EH – Pt = 2 g/j/EH

Sur la base de l'analyse du centile 95 la station d'épuration d'Althen des Paluds est **dépassée sur la charge hydraulique et polluante** (DBO_5 et ratio de 60 g/j/habitant).

Analyse des charges reçues tous temps confondus

Le tableau synthétise l'analyse des données d'autosurveillance tous temps confondus entre janvier 2020 et décembre 2024 :

Tableau 12 : Analyse tous temps confondus des données d'autosurveillance

			Débit m³/j	DBO_5 kg/j	DCO kg/j	MES kg/j	NTK kg/j	Pt kg/j
Janvier 2020– décembre 2024	*Nombre de valeurs*		1 827	44	60	60	20	20
	Moyenne	Paramètre	381	78	176	68	21	2
		% / capacité	91 %	62 %	-	36 %	72 %	-
	Centile 95	Paramètre	729	128	249	128	27	3
		% / capacité	174 %	102 %	-	68 %	93 %	-

Débit = 150 l/j/EH – DBO_5 = 60 g/j/EH – DCO = 120 g/j/EH – MES = 70 g/j/EH – NTK = 14 g/j/EH – Pt = 2 g/j/EH

Sur la base de l'analyse du centile 95 la station d'épuration d'Althen des Paluds est **dépassée sur la charge hydraulique et polluante** (DBO_5 et ratio de 60 g/j/habitant).

C'est pourquoi le Syndicat a lancé les travaux de construction d'une nouvelle station d'épuration sur la commune.

Respect des niveaux de rejet

Rappels de l'arrêté préfectoral :

L'arrêté préfectoral définit les normes de rejet suivantes :

Tableau 13 : Rappels des niveaux de rejet – Arrêté préfectoral

	Concentration	Rendement
DBO_5	25 mg/l	70 %
DCO	90 mg/l	-
MES	35 mg/l	90 %
NTK	40 mg/l	-

Analyse des concentrations du rejet – Tous temps confondus :

Le tableau synthétise l'analyse des données d'autosurveillance :

Tableau 14 : Analyse des concentrations du rejet

		DBO_5	DCO	MES	NTK
Janvier 2020 – décembre 2024	*Nb de valeurs*	60	60	60	15
	Minimum	3,0 mg/l	9,0 mg/l	2,0 mg/l	3,8 mg/l
	Maximum	16,8 mg/l	68,0 mg/l	34,7 mg/l	14,9 mg/l
	Moyenne	4,5 mg/l	24,5 mg/l	5,0 mg/l	1,4 mg/l
	Centile 95	8,3 mg/l	39,6 mg/l	17,9 mg/l	6,3 mg/l
	Nombre de jours de non-respect	0 jour	0 jour	0 jour	0 jour

L'analyse des données d'autosurveillance entre le 1er janvier 2020 et décembre 2024 n'a révélé aucune non-conformité, le centile 95 est systématiquement bien inférieur aux concentrations à respecter.

Analyse des rendements épuratoires – Tous temps confondus :

Le tableau synthétise l'analyse des données d'autosurveillance :

Tableau 15 : Analyse des rendements épuratoires

		DBO_5	DCO	MES	NTK
Janvier 2020 – décembre 2024	*Nb de valeurs*	60	60	60	15
	Minimum	59 %	58 %	66 %	94 %
	Maximum	99 %	99 %	99 %	99 %
	Moyenne	97 %	94 %	96 %	82 %
	Centile 95	99 %	98 %	99 %	98 %
	Nombre de jours de non-respect	0 jour	0 jour	0 jour	0 jour

Les rendements épuratoires mesurés sur la station d'épuration sont très satisfaisants, avec des **centiles 95 supérieurs à 98 % pour l'ensemble des paramètres**.

II.13. Estimation des charges projetées – horizon PLU (+10 ans)

Actuellement, la station d'épuration d'Althen-des-Paluds ne dispose pas d'une capacité résiduelle en charge de pollution permettant le raccordement de nouveaux abonnés.

A noter que la charge hydraulique collectée dépasse largement la capacité nominale de la station, toutefois l'identification précise des zones d'intrusions d'eaux claires parasites permanentes doit permettre de retrouver une situation satisfaisante sur ce paramètre.

Au regard de ces éléments une analyse plus fine des charges projetées s'avère nécessaire pour s'assurer de la pérennité des ouvrages à l'horizon fixé par le Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Cette partie diagnostic s'attache donc à :

- Rappeler les charges actuelles collectées,
- Estimer les charges projetées et notamment au travers :
  - Du développement urbanistique arrêté au PADD,
  - Et des permis de construire accordés mais non raccordés à ce jour.

II.13.1. Hypothèses retenues

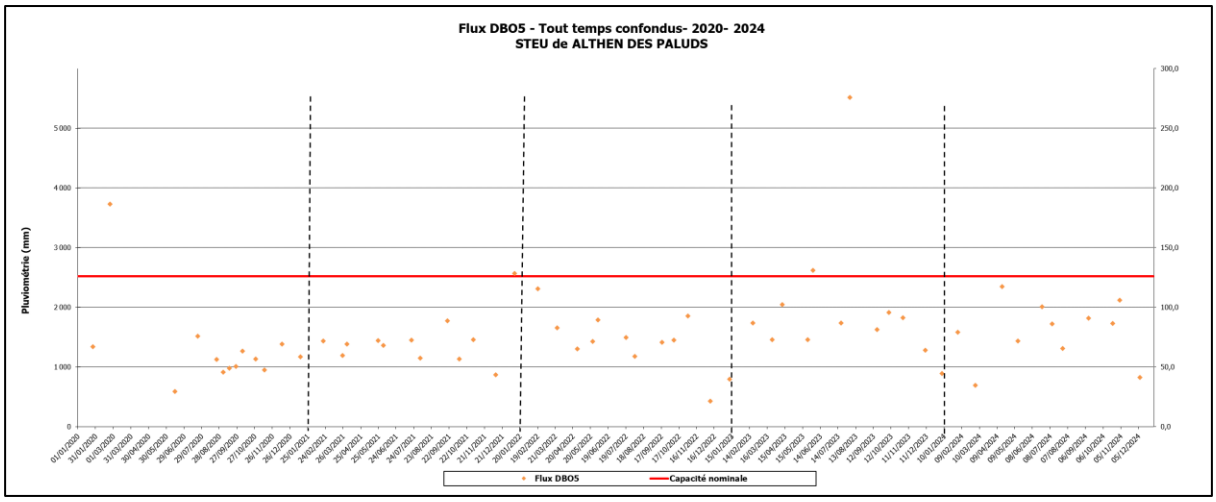
II.13.1.1. Rappel des charges actuellement traitées

Globalement le flux moyen collecté par temps sec y compris les valeurs aberrantes est de 85 kg/j/DBO5.

Sur la base de la population raccordée (1 929 habitants), la dotation unitaire observée sur Althen-des-Paluds serait de l'ordre de 40 g DBO_5/j/habitant.

En comparaison avec la dotation habituellement retenue pour caractériser un Equivalent Habitant qui est de 60 g DBO_5/j/habitant, cette dotation unitaire peut sembler faible.

Figure 15 : Flux DBO5 entrée station – Tous temps confondus



La prise en compte exclusive des données de temps sec permet d'obtenir le graphique suivant :

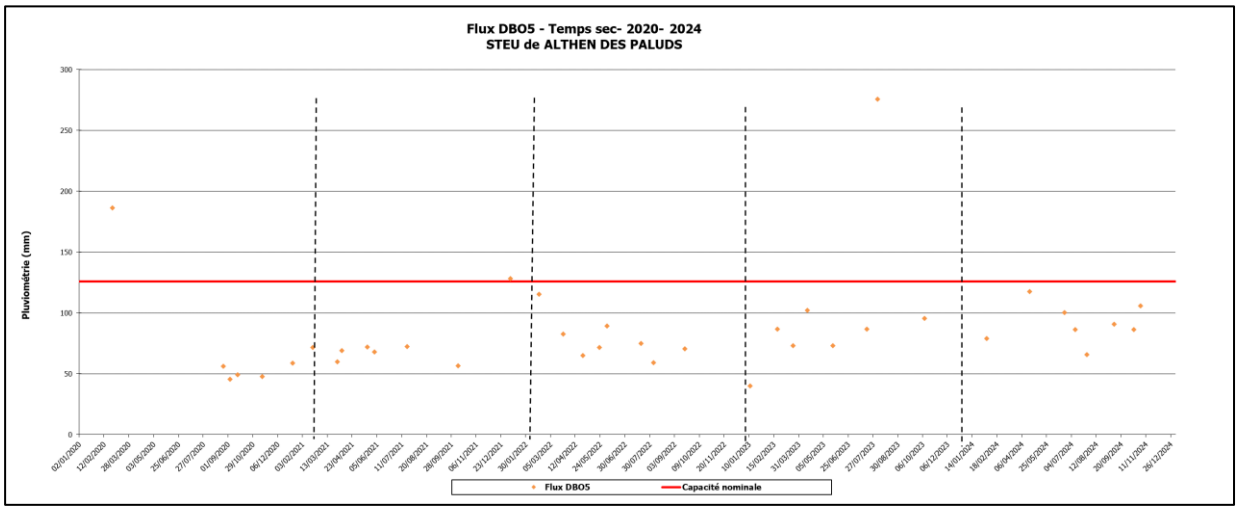


Figure 16 : Flux DBO5 entrée station – Temps sec

Il apparaît clairement à la lecture du graphique précédent que le flux de pollution moyen est de l'ordre de 85 kg DBO_5/j.

Le centile 95 correspondant à ces valeurs est de l'ordre de 130 kg DBO_5/j ce qui aboutit à un ratio de 67 g DBO_5/j/habitant, cohérent avec la dotation unitaire.

II.13.1.2. Dotations unitaires et capacité résiduelle de la STEU

Sur la base de l'analyse des données d'autosurveillance de temps sec, l'analyse de la capacité résiduelle future en termes de charge polluante sera basée sur les deux dotations unitaires suivantes

- 40 g/j/EH de DBO5,
- 50 g/j/EH de DBO5.

La capacité résiduelle de la STEP basée sur le centile 95 est de -11 kg/j de DBO_5 (capacité nominale – centile 95) soit :

- **-275 EH pour une dotation unitaire de 40 g/j/EH de DBO5,**
- **-183 EH pour une dotation unitaire de 60 g/j/EH de DBO5.**

Cette capacité résiduelle prend d'ores et déjà en compte les extensions proposées dans le programme de travaux qui ont été réalisées avant 2020 et entre 2020 et 2024.

II.13.1.3. Charge hydraulique retenue

Sur la base de la campagne de mesures de temps sec réalisée entre novembre 2015 et mars 2016 le volume journalier actuel de temps sec pris en compte est de **171 m^3/j**.

A noter que le ratio standard de 150 l/j/habitant sera retenu pour tout nouvel habitant raccordé ce qui permet de prendre en compte une marge en termes d'eaux claires parasites permanentes.

Il est également précisé que le programme de travaux proposé dans le cadre du Schéma Directeur conduira à une réduction des Eaux Claires Parasites Permanentes.

Dans le cas présent, il est estimé que les Eaux Claires Parasites Permanentes représenteront 20 % du volume d'eaux usées strictes en entrée de STEP à l'horizon 10 ans.

II.13.2. Détermination des charges projetées de temps sec

II.13.2.1. Rejets industriels

A l'heure actuelle et dans les années à venir aucun raccordement de rejets industriels n'est prévu sur le réseau d'assainissement de la commune. **La part de rejets industriels prise en compte est donc nulle.**

II.13.2.2. Développement urbanistique projeté

En termes d'urbanisme, l'objectif poursuivi par les élus pour les 10 années à venir dans le cadre du PLU, est de maîtriser la croissance démographique pour assurer un développement raisonné de la commune, et ainsi d'accueillir environ **350 habitants supplémentaires en 10 ans**.

II.13.2.3. Dotations unitaires retenues

Sur la base de l'analyse des données d'autosurveillance de temps sec il est proposé de retenir les dotations unitaires suivantes :

Tableau 16 : Dotations unitaires retenues

Paramètre	DBO_5 kg/j	DCO kg/j	MES kg/j	NTK kg/j	Pt kg/j
Centile 95	100	247	171	19	3
Dotation unitaire standard	60 g/j/EH	120 g/j/EH	70 g/j/EH	14 g/j/EH	2 g/j/EH
Dotation unitaire retenue	**50 g/j/EH**	**120 g/j/EH**	**70 g/j/EH**	**14 g/j/EH**	**2 g/j/EH**

II.13.2.4. Synthèse des charges projetées à traiter – horizon du PLU (+10 ans)

Le tableau suivant présente la capacité résiduelle de la STEP basée sur la charge polluante et la charge hydraulique. La croissance démographique liée au PLU a été répartie annuellement. Cela correspond à une augmentation de la population annuelle de la population en lien avec le PLU de **35 EH**.

Tableau 17 : Détermination de la capacité résiduelle de la STEU

Echéance	Débit m^3/j	DBO_5 kg/j	DCO kg/j
Situation actuelle autosurveillance – centile 95 des données de temps sec (incluant les extensions de réseau réalisée par le SMERV et la réduction de 20% des ECPM)	634	137	255
Développement urbanistique PLU en cours (+280 EH)	+ 42	+ 14	+ 34
Total des charges à traiter à l'horizon du PLU (+10 ans)	**676**	**151**	**289**
Rappel de la capacité de la station	***420***	***126***	**-**

Sur la base des différentes hypothèses présentées ci-avant, la station d'épuration d'Althen-des-Paluds arrivera à terme à **saturation en charge de pollution**.

Cette saturation dépendra de l'organisation dans le temps du développement urbanistique du PLU qui est aujourd'hui difficilement quantifiable et prévisible.

Des solutions ont donc été étudiées dans le cadre du programme de travaux du schéma directeur d'assainissement. Ces solutions sont présentées succinctement dans la partie V du présent rapport.

II.14. Etat des lieux – Assainissement non collectif

II.14.1.1. Compétence et mode de gestion

Les lois sur l'eau de 1992 et 2006 ont imposé aux collectivités de conduire un certain nombre de contrôles sur les installations d'assainissement non collectif. Les objectifs de ces lois sont tout d'abord de prévenir tout risque sanitaire, mais aussi de limiter l'impact environnemental et ainsi participer à l'effort national de protection de la ressource en eau.

L'ensemble de l'application des obligations définies par les différents textes de loi et notamment par l'arrêté du 7 septembre 2009, revient à un service dénommé Service Public d'Assainissement Non Collectif (ou SPANC).

Depuis le 01/01/2017, la Communauté d'Agglomération des Sorgues du Comtat (CASC) assure la gestion du SPANC de la commune d'Althen des Paluds.

II.14.1.2. Recensement des installations

Le tableau et la figure ci-dessous présentent l'état d'avancement des contrôles réalisés sur les installations pour la commune de Althen des Paluds, ainsi que l'état de conformité établi suite à ces contrôles.

Au total, ce sont 462 installations qui sont recensées sur la commune.

Tableau 18 : Données CASC sur les installations d'ANC de Althen des Paluds

AVIS	NOMBRE D'INSTALLATIONS CONCERNEES
Conforme	96
Acceptable / Indéfini	62
Non conforme sans risques *Installation incomplète, sous dimensionnée ou présentant un dysfonctionnement majeur*	251
Non conforme avec risques *Risque sanitaire ou environnemental*	6
Inconnu (visite réalisée mais en attente chantier de réhabilitation, bâti non habitable, futur assainissement collectif ou absence lors du passage)	47
Total installations ANC	**462**

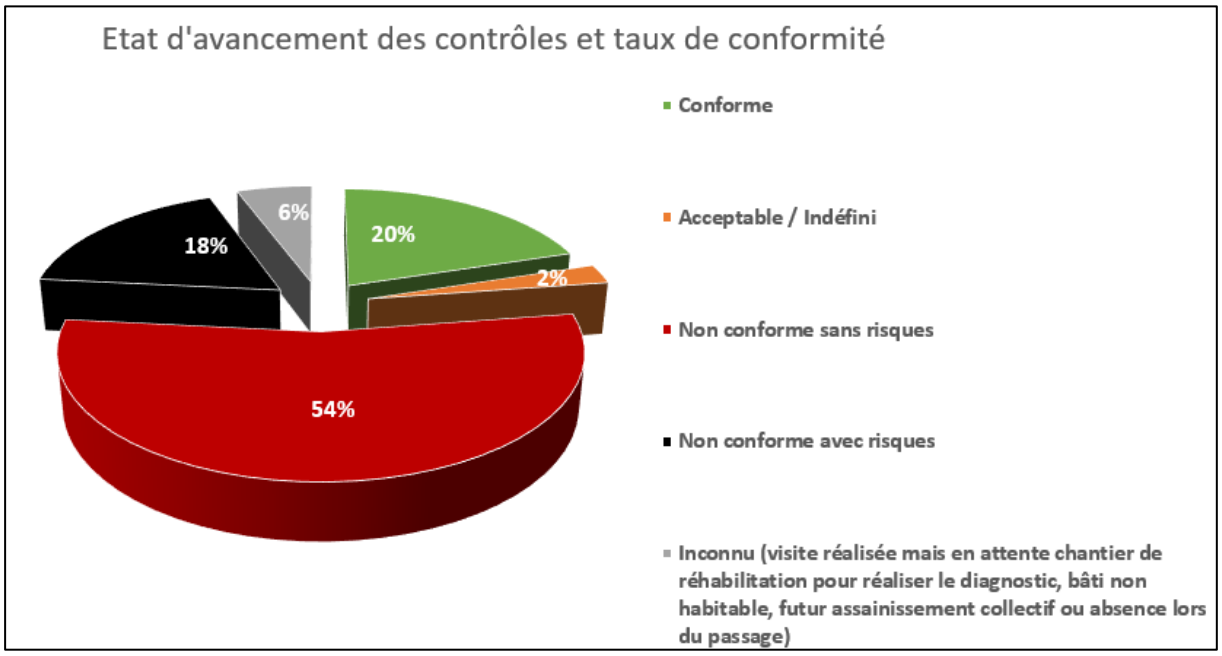


Figure 17 : Bilan des contrôles des installations d'assainissement non collectif de Althen des Paluds (d'après données CASC de septembre 2023)

Le plan de localisation des ANC de Althen des Paluds est disponible en **annexe.**

D'après les dernières données disponibles, 21 % des installations sont jugées conformes, 14 % acceptables et 54 % non conformes sans risques. Seuls 1% des installations présentent un risque sanitaire et/ou environnemental.

A ce jour, la part d'installations non diagnostiquées est d'environ 10 %.

Département de Vaucluse (84)

RHÔNEVENTOUX

SYNDICAT MIXTE DES EAUX DE LA REGION RHONE VENTOUX

MISE A JOUR DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT D'ALTHEN-DES-PALUDS

LOCALISATION DES ASSAINISSEMENTS NON COLLECTIFS

SYSTEME DE COORDONNEES:
Lambert 93 - RGF93
Altimétrie : NGF - IGN69

ECHELLE :
1/ 6 000

EURYECE
Groupe MERLIN

ZI Bois des Lots
10, Allée des Gonsards
26 130 Saint-Paul-Trois-Châteaux

Téléphone : 04.75.04.78.24

GROUPE MERLIN / Réf doc : 13250053-ER1-ETU-PG-1-003

Ind	Etabli par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	C.COQ	G.DURANCEAU	18/07/2025	Création

NOTA : Il convient de se référer aux tables attributaires du SIG pour connaître la classe de précision (définie dans l'arrêté du 15 février 2012) de tous les organes recensés sur cette cartographie.

Légende :

Réseau d'assainissement collectif
- Réseau de refoulement des eaux usées
- Réseau gravitaire des eaux usées
- Réseau refoulement projeté
- Réseau gravitaire projeté
- Poste de refoulement projeté
- Station de traitement des eaux usées (STEU)
- Zones à enjeux environnementaux et sanitaires (arrêté préfectoral n°2014206-0002 du 25/07/2014)

Assainissement non collectif
- CONFORME
- INDEFINI/ACCEPTABLE
- NON CONFORME SANS RISQUE
- NON CONFORME EN ZONE A ENJEUX SANITAIRES ET/OU ENVIRONNEMENTAUX
- INCONNU - INHABITABLE
- INCONNU - ATTENTE CHANTIER REHABILITATION
- INCONNU - ABSENCE AVIS DE PASSAGE
- INCONNU - ANNULATION
- INCONNU - FUTUR ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Cadastre
- PLU
- Parcelles
- Batis
- Limite communale

Données	Source	Date
Réseau d'eaux usées	Fourni par SUEZ - délégataire du réseau	06/09/2025

NOM DE FICHIER : Zonage_AC.qgz

Vue en plan ech. 1/6 000

N



Vue en plan ech. 1/3 500



II.14.2. Aptitude des sols à l'assainissement non collectif

II.14.2.1. Contexte réglementaire

II.14.2.2. Elaboration de la carte d'aptitude des sols

Dans le cadre de la mise à jour du schéma d'assainissement de 2007, une carte d'aptitude des sols a été établie selon trois niveaux ainsi définis :

- Niveau bon (zone verte) : un assainissement autonome simple (type épandage) peut être mis en œuvre sans contraintes particulières et à moindre coût,
- Niveau moyen (zone jaune) : recours à des filières spécifiques (sol reconstitué), avec des coûts de réalisation plus élevés,
- Niveau mauvais (zone rouge) : les contraintes (mauvaise perméabilité, pentes excessives, substratum affleurant, hydromorphie, etc…) rendent problématique l'évacuation dans le sol en place (réalisation de filières drainées, avec recherche d'un exutoire, puits d'infiltration, …etc.).

Figure 19 : Carte d'aptitude des sols à l'infiltration

N

Secteur Albergaty

Secteur La Vitrière

Secteur La Grave

NC

2NA

UC

UA

1NAa

1NAb

1NAc

NB

3NA

Bases de données du Syndicat
(études à la parcelle, études BURGEAP...)

Mesures Euryèce du 01/12/2006

Aptitude des sols bonne

Aptitude des sols moyenne

Aptitude des sols mauvaise

Commune d'Althen des Paluds

EURYECE ***Drôme***

cabinet d'études
environnement
urbanisme
foncier

Z.I. des Bois des Lots
Allée du Rossignol
26 130 Saint Paul Trois Châteaux
Tel : 04.75.04.78.24 - Fax : 04.75.04.78.29

Etudes de sol

Extrait plan cadastral

Edition du 30 janvier 2007 | **Echelle 1 / 11 000**

III. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

III.1. Généralités

Le zonage de l'urbanisation considéré ci-après correspond aux zones définies dans le Plan Local d'Urbanisme en cours d'élaboration. On distingue les zones suivantes :

- Les Zones Urbaines UA, UB, UBb, UC, UCa, UCb et UE,
- Les Zones à Urbaniser : 1AU et 2AUe,
- Les Zones Agricoles,
- Les Zones Naturelles.

Leurs caractéristiques en termes d'urbanisation et le zonage d'assainissement retenu pour chacune de ces zones sont détaillés ci-dessous.

III.2. Mise en place d'une filière d'assainissement non collectif

Les chiffrages d'extensions des réseaux d'assainissement collectif sont à comparer au coût moyen hors taxe, pose comprise, d'un dispositif complet d'assainissement non collectif avec fosse toutes eaux et massif filtrant :

- Filières classique : 8 000 € HT par installation,
- Filtre à sable non drainé : 9 000 € HT par installation,
- Dans un contexte défavorable (fortes contraintes d'espace, de topographie, de nature ou d'occupation des sols, de milieu récepteur, …), ces coûts peuvent dépasser 10 000 € HT par installation.

Ces prix sont donnés à titre d'information et ont pour objet de comparer les hypothèses de gestion des effluents.

Il est important de rappeler qu'une étude de sol spécifique (tests de perméabilité, analyse des contraintes du sol, …) est nécessaire au choix de la filière d'assainissement non collectif retenue.

III.3. Zones urbaines

III.3.1. Zone UA

Les caractéristiques de cette zone sont définies ci-après :

- **Assainissement actuel**

Les habitations existantes sur la zone UA sont actuellement desservies par le réseau public d'assainissement.

- **Extensions prévues**

Le réseau passe en limite de toutes les unités foncières de la zone UA et aucune construction n'est prévue sur cette zone. A ce titre, aucune extension du réseau d'assainissement n'est donc définie.

- **Zonage d'assainissement**

Compte tenu de l'état de la desserte actuelle et des perspectives de développement, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE UA
Assainissement collectif

III.3.2. Zone UB

Les caractéristiques de cette zone sont définies ci-après :

- **Assainissement actuel**

Les habitations existantes sur la zone UB sont actuellement desservies par le réseau public d'assainissement.

- **Extensions prévues**

Le réseau passe en limite de toutes les unités foncières de la zone UB et aucune construction n'est prévue sur cette zone. A ce titre, aucune extension du réseau d'assainissement n'est donc définie.

- **Zonage d'assainissement**

Compte tenu de l'état de la desserte actuelle et des perspectives de développement, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE UB
Assainissement collectif

III.3.3. Zone UBb

Les caractéristiques de cette zone sont définies ci-après :

- **Assainissement actuel**

Les habitations existantes sur la zone UBb sont actuellement desservies par le réseau public d'assainissement.

- **Extensions prévues**

Le réseau passe en limite de toutes les unités foncières de la zone UBb et aucune construction n'est prévue sur cette zone. A ce titre, aucune extension du réseau d'assainissement n'est donc définie.

- **Zonage d'assainissement**

Compte tenu de l'état de la desserte actuelle et des perspectives de développement, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE UBb
Assainissement collectif

III.3.4. Zone UC

Les caractéristiques de cette zone sont définies ci-après :

- **Assainissement actuel**

Les habitations existantes sur la zone UC sont actuellement desservies par le réseau public d'assainissement.

- **Extensions prévues**

Le groupement d'habitations situé au Sud de la zone n'est à ce jour pas raccordé au réseau d'assainissement collectif (chemin des Fusains). Une extension de réseau a donc été définie. Celle-ci a pour objectif de raccorder les habitations situées au croisement de la route de Pernes et du Chemin des Fusains. L'extension définie sera raccordée à l'extension de la route de Pernes et de la route Four de Bonjean.

Les travaux nécessaires à partir de la limite de zone sont détaillés dans le tableau suivant.

Tableau 19 : Extension des réseaux – Chemin des fusains

Opération	Coût de l'opération	Coût au branchement
Extension du réseau EU sur le chemin des Fusains *Travaux préparatoires (Installation de chantier, Circulation alternée, …etc.)* *60 ml de réseau gravitaire en PVC 200* *2 branchements* *Frais divers et maîtrise d'œuvre*	23 000 € HT	11 500 € HT / branchement

Un autre groupement d'habitations de cette zone n'est à ce jour pas raccordé au réseau d'assainissement collectif. Ces derniers sont situés dans le quartier des 5 chemins et au droit de la route de Pernes.

Au vu de la topographie locale un poste de refoulement au droit du croisement du quartier des Cinq Chemins devra être mis en place.

Les travaux nécessaires à partir de la limite de zone sont détaillés dans le tableau suivant.

Tableau 20 : Extension des réseaux – Quartier des Cinq Chemins et route de Pernes

Opération	Coût de l'opération	Coût au branchement
Extension du réseau EU sur le quartier des 5 chemins et de la route de Pernes *Travaux préparatoires (Installation de chantier, Circulation alternée, …etc.)* *1 310 ml de réseau gravitaire en PVC 200, 160 ml de réseau de refoulement,* *51 branchements* *Frais divers et maîtrise d'œuvre*	590 000 € HT	11 570 € HT / branchement

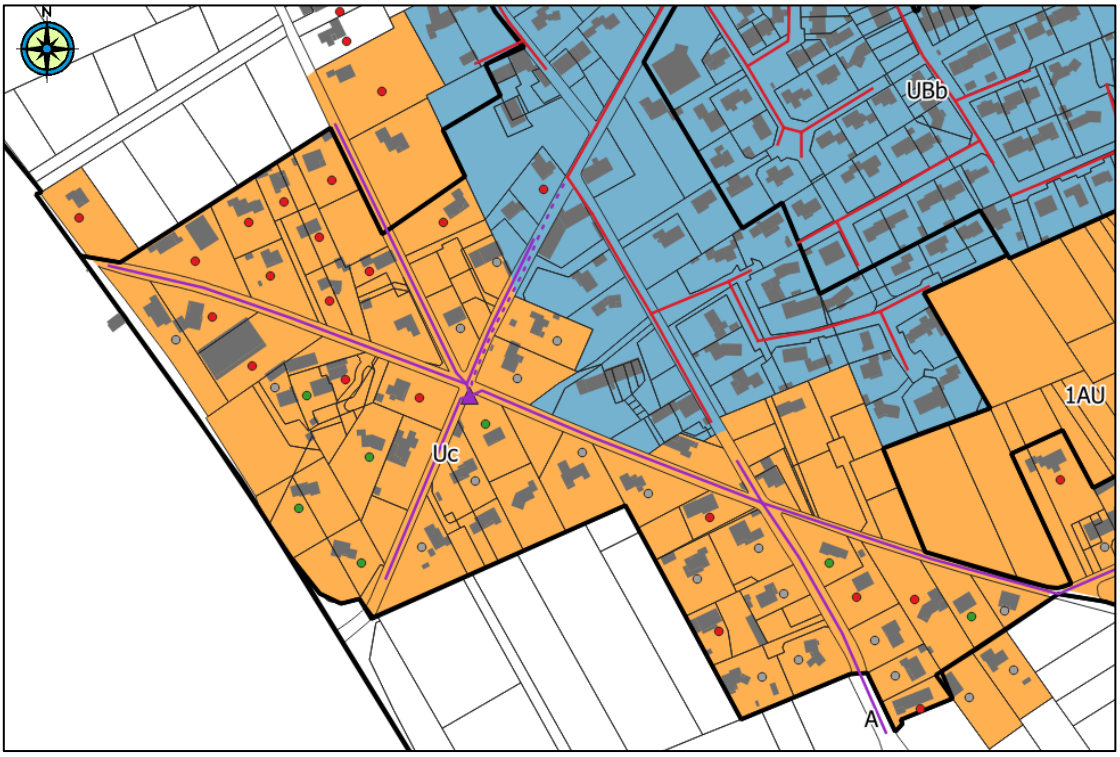


Figure 20 : Extension Chemin des Fusains, quartier des Cinq Chemins et route de Pernes

Un autre groupement d'habitations de cette zone n'est à ce jour pas raccordé au réseau d'assainissement collectif. Ces dernières sont situées au droit du chemin du Four Bonjean.

Les travaux nécessaires à partir de la limite de zone sont détaillés dans le tableau suivant. Ces travaux permettront également de raccorder la zone 1AU au réseau d'assainissement collectif.

Tableau 21 : Extension des réseaux – Chemin du Four Bonjean

Opération	Coût de l'opération	Coût au branchement
Extension du réseau EU sur le chemin du Four Bonjean *Travaux préparatoires (Installation de chantier, Circulation alternée, …etc.)* *180 ml de réseau gravitaire en PVC 200* *13 branchements* *Frais divers et maîtrise d'œuvre*	82 000 € HT	6 300 € HT / branchement

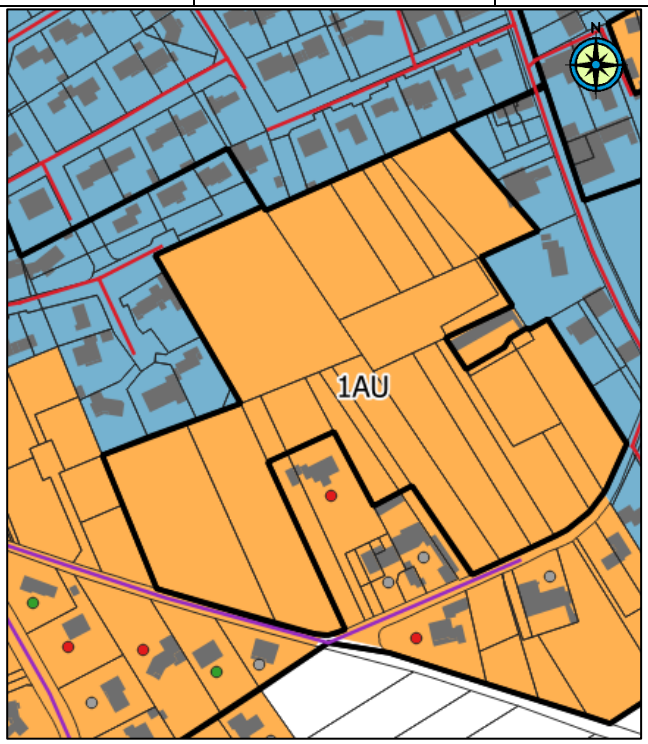


Figure 21 : Localisation de l'extension du chemin du Four Bonjean

Zonage d'assainissement

Compte tenu de l'état de la desserte actuelle et des perspectives de développement, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE UC

Assainissement collectif et assainissement collectif projeté

III.3.5. Zone UCb

Les caractéristiques de cette zone sont définies ci-après :

Assainissement actuel

Seuls 1 bâtiment est actuellement présent sur cette zone, à savoir la buvette/vestiaire du stade de foot. En termes d'assainissement, la buvette/vestiaire du stade de foot est raccordée au réseau d'assainissement collectif du lotissement du stade.

Le reste de la zone présente des équipements sportifs (stade de foot, skateparck, …etc.).

Extensions prévues

Au vu du coût lié à une extension (plus de 200 000 € HT pour un branchement) et du caractère de la zone UCb, aucune extension n'a été définie.

Zonage d'assainissement

Compte tenu de l'état de la desserte actuelle et des perspectives de développement, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE UCb
Assainissement collectif pour le bâtiment du stade

III.3.6. Zone UCba

Les caractéristiques de cette zone sont définies ci-après :

Assainissement actuel

Seule une habitation située à proximité du canal des Gaffins est présente au droit de cette zone. Cette habitation dispose d'un dispositif d'assainissement non collectif.

Le reste de la zone présente des équipements sportifs (stade de foot, skateparck, …etc.).

Extensions prévues

Au vu du coût lié à une extension (plus de 200 000 € HT pour un branchement) et du caractère de la zone UCba, aucune extension n'a été définie.

Zonage d'assainissement

Compte tenu de l'état de la desserte actuelle et des perspectives de développement, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE UCba
Assainissement non collectif

III.3.7. Zone UE et UEa

Les caractéristiques de cette zone sont définies ci-après :

Assainissement actuel

Toutes les unités foncières de la zone UE ne sont actuellement pas raccordées au réseau d'assainissement public. En effet, les unités foncières situées au droit de la route des Frênes sont raccordées au réseau d'assainissement collectif.

Extensions prévues

Compte tenu de la desserte actuelle de la zone, aucune extension n'est prévue.

Zonage d'assainissement

Compte tenu de l'état de la desserte actuelle et des perspectives de développement, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE UE
Assainissement collectif

III.3.8. Zone UEa

Les caractéristiques de cette zone sont définies ci-après :

Assainissement actuel

La zone artisanale UEa située au droit de la route des Gaffins n'est quant à elle pas raccordée au réseau. Les bâtiments de cette zone disposent de dispositifs d'assainissement non collectifs.

Comme le montre la figure suivante, les bâtiments de cette zone appartiennent à une zone à enjeux sanitaires.

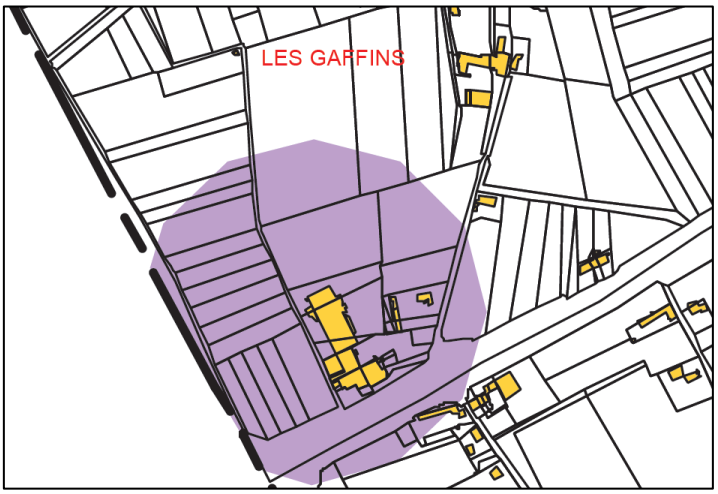


Figure 22 : Extrait de la cartographie des zones à enjeux sanitaires et environnementaux de la commune d'Althen-des-Paluds

Il est rappelé que l'arrêté du 25 juillet 2014 stipule que dans les zones à enjeux sanitaires, les systèmes d'assainissement non collectif doivent être **mis en conformité dans un délai de 4 ans** à partir de l'attestation du SPANC de non-conformité.

Cependant, d'après la CASC, **les 3 dispositifs d'ANC sur cette zone à enjeux ont fait l'objet d'une remise aux normes et sont conformes.**

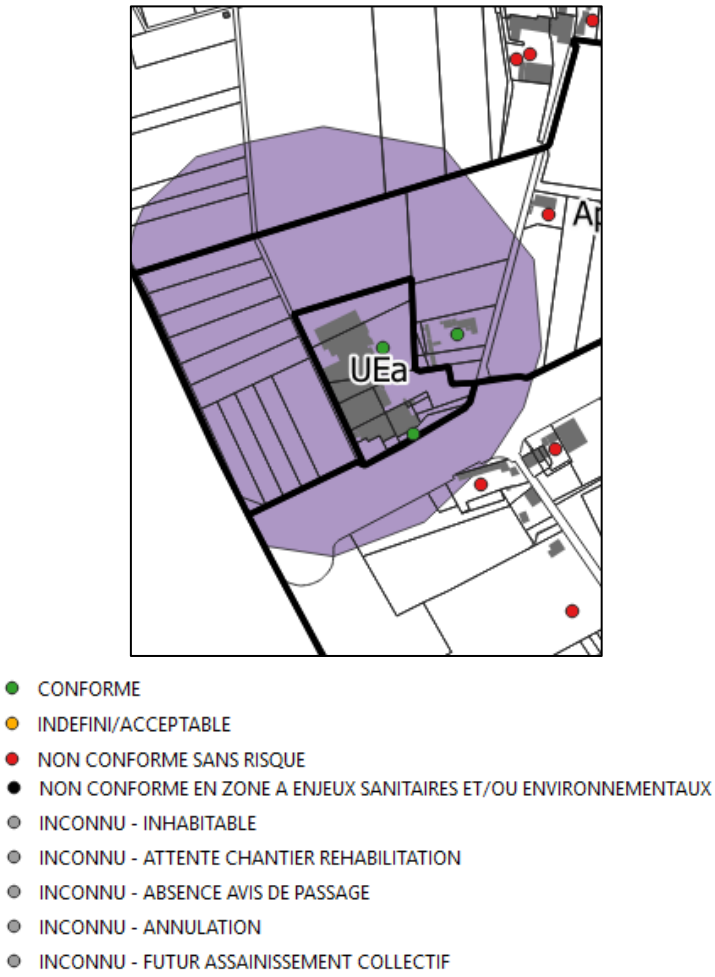


Figure 23 : Conformité des ANC dans la zone UEa

Extensions prévues

Au vu des contraintes de raccordement et du coût associé et de la conformité des ANC, aucune extension n'a été définie pour la zone au droit de la route des Gaffins.

Zonage d'assainissement

Compte tenu de l'état de la desserte actuelle et des perspectives de développement, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE UEa
Assainissement non collectif

III.4. Zones à urbaniser

III.4.1. Zone 1AU

Les caractéristiques de cette zone sont définies ci-après :

Assainissement actuel

A ce jour, les unités foncières de la zone 1AU ne sont pas desservies par le réseau d'assainissement collectif. Néanmoins, les extensions de réseau de la route de Pernes et du chemin de Four Bonjean permettront de raccorder cette zone.

Extensions prévues

Au vu des extensions précédentes, aucune nouvelle extension n'est nécessaire.

- **Zonage d'assainissement**

Compte tenu de l'état de la desserte actuelle et des perspectives de développement, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE 1AU
Assainissement collectif projeté

III.4.2. Zone 1AUb

Les caractéristiques de cette zone sont définies ci-après :

- **Assainissement actuel**

A ce jour, les unités foncières de la zone 1AUb sont desservies par le réseau d'assainissement collectif.

- **Extensions prévues**

Compte tenu de la desserte actuelle, aucune nouvelle extension n'est nécessaire.

- **Zonage d'assainissement**

Compte tenu de l'état de la desserte actuelle et des perspectives de développement, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE 1AUb
Assainissement collectif

III.4.3. Zone 1AUe et 1AUecc

Les caractéristiques de cette zone sont définies ci-après :

- **Assainissement actuel**

Actuellement le réseau d'assainissement collectif passe en limite de cette zone.

- **Extensions prévues**

Le réseau d'assainissement passant en limite de la zone, aucune extension du réseau d'assainissement n'est donc définie.

- **Zonage d'assainissement**

Compte tenu de l'état de la desserte actuelle et des perspectives de développement, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE 1AUe et 1AUecc
Assainissement collectif projeté

III.4.4. Zone 2AUc

Les caractéristiques de cette zone sont définies ci-après :

- **Assainissement actuel**

Pour finir, les habitations situées au droit de la rue André de Richaud ne sont pas raccordées au réseau d'assainissement collectif à ce jour.

- **Extensions prévues**

Le groupement d'habitations situé dans cette zone n'est à ce jour pas raccordé au réseau d'assainissement collectif (rue André Richard). Une extension de réseau a donc été définie.

Les travaux nécessaires à partir de la limite de zone sont détaillés dans le tableau suivant :

Tableau 22 : Extension des réseaux – Rue André de Richaud

Opération	Coût de l'opération	Coût au branchement
Extension du réseau EU sur la rue André de Richaud *Travaux préparatoires (Installation de chantier, Circulation alternée, …etc.)* *330 ml de réseau gravitaire en PVC 200* *23 branchements* *Frais divers et maîtrise d'œuvre*	149 000 € HT	6 478 € HT / branchement

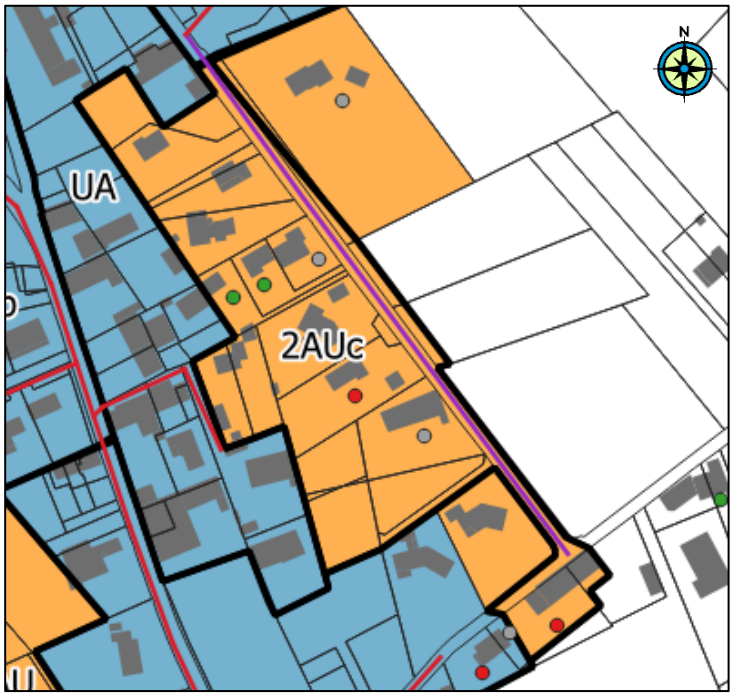


Figure 24 : Localisation de l'extension de la rue André de Richaud

Zonage d'assainissement

Compte tenu de l'état de la desserte actuelle et des perspectives de développement, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE 2AUc
Assainissement collectif projeté

III.5. Zones agricoles

Les zones agricoles recouvrent l'essentiel des espaces de culture de la commune. Ces zones présentent un habitat diffus où les potentialités de construction sont limitées. Le réseau d'assainissement collectif dessert un nombre très faible d'unités foncières.

En raison des caractéristiques de la zone et des coûts de raccordement importants, aucune extension du réseau d'assainissement n'est prévue.

Il est précisé que des zones à enjeux sanitaires sont localisées à l'Est de la commune et concernent des zones agricoles du zonage du PLU (A, Aev).

Il est rappelé que l'arrêté du 25 juillet 2014 stipule que dans les zones à enjeux sanitaires, les systèmes d'assainissement non collectif doivent être **mis en conformité dans un délai de 4 ans** à partir de l'attestation du SPANC de non-conformité.

En termes de zonage, plusieurs cas de figure peuvent ainsi se présenter :

- Si le réseau d'assainissement passe en limite de parcelle, les habitations ont l'obligation de se raccorder au collecteur d'eaux usées,
- Dans le cas contraire, les habitations doivent disposer d'un dispositif d'assainissement non collectif répondant aux normes en vigueur et adapté aux caractéristiques du sol si celui-ci est apte au traitement et à l'évacuation des eaux usées.

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LES ZONES A

Assainissement non collectif (sauf si le réseau public d'assainissement passe en limite d'unité foncière)

III.6. Zones naturelles

Les zones naturelles correspondent à des espaces à protéger en raison de la qualité des sites et des paysages. Ces zones présentent actuellement un habitat diffus où les potentialités de construction sont limitées. Le réseau d'assainissement collectif dessert un nombre très faible d'unités foncières.

En raison des caractéristiques de la zone et des coûts de raccordement importants, aucune extension du réseau d'assainissement n'est prévue.

Il est précisé que des zones à enjeux sanitaires sont localisées à l'Est de la commune et concernent des zones naturelles du zonage du PLU (Np, Ne).

Il est rappelé que l'arrêté du 25 juillet 2014 stipule que dans les zones à enjeux sanitaires, les systèmes d'assainissement non collectif doivent être **mis en conformité dans un délai de 4 ans** à partir de l'attestation du SPANC de non-conformité.

En termes de zonage, plusieurs cas de figure peuvent ainsi se présenter :

- Si le réseau d'assainissement passe en limite de parcelle, les habitations ont l'obligation de se raccorder au collecteur d'eaux usées,
- Dans le cas contraire, les habitations doivent disposer d'un dispositif d'assainissement non collectif répondant aux normes en vigueur et adapté aux caractéristiques du sol si celui-ci est apte au traitement et à l'évacuation des eaux usées.

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LES ZONES N

Assainissement non collectif (sauf si le réseau public d'assainissement passe en limite d'unité foncière)

III.7. Synthèse du zonage d'assainissement

La synthèse du zonage par zone du Plan Local d'Urbanisme (PLU) est présentée ci-après.

Tableau 23 : Synthèse du zonage d'assainissement des eaux usées

Zone du PLU	Type d'assainissement retenu
Zones Urbaines	
UA	Assainissement collectif
UB	Assainissement collectif
UBb	Assainissement collectif
UC	Assainissement collectif et assainissement collectif projeté
UCa	Assainissement collectif projeté
UCb	Assainissement collectif
UE	Assainissement collectif
UEa	Assainissement non collectif sauf si le réseau passe en limite d'unité foncière
Zones à Urbaniser	
1AU	Assainissement collectif projeté
2AUe	Assainissement collectif projeté
Zones Agricoles	
Assainissement non collectif (Sauf si le réseau d'assainissement collectif passe en limite d'unité foncière)	
Zones Naturelles	
Assainissement non collectif (Sauf si le réseau d'assainissement collectif passe en limite d'unité foncière)	

Dans les zones à enjeux sanitaires, un respect strict de l'arrêté du 25 juillet 2014 en matière d'assainissement collectif devra être observé.

III.8. Motifs pour lesquels le zonage a été retenu

Le syndicat a fait le choix d'intégrer en assainissement collectif :

- **La zone UC** : elle constitue une zone d'habitat peu dense correspondant au secteur résidentiel qui doit à court terme accueillir les populations s'installant sur la commune. Le choix de l'assainissement collectif s'impose. En effet le syndicat prévoit les extensions exposées ci-après représentant au total 75 branchements.

Tableau 24 : Extensions de réseau – Zone UC

PLU	Secteur	Description des travaux	Coût
UC	Chemin des Fusains, Four Bonjean, Route de Pernes, route de la Garance	Travaux préparatoires, pose d'un réseau d'assainissement gravitaire (680 ml de réseau), pose d'un réseau d'assainissement de refoulement (170 ml de réseau), 1 poste de refoulement, 40 branchements, frais divers et maîtrise d'œuvre	692 000 € HT
	Quartier des 5 chemins et rue de la Grave	Travaux préparatoires, Pose d'un réseau d'assainissement gravitaire (760 ml de réseau), 35 branchements, frais divers et maîtrise d'œuvre	572 000 € HT

TOTAL EXTENSION DE RESEAU EN ZONE UC	829 000 € HT

L'extension permettra de raccorder 22 installations non conformes sans risque.

Les études de sol dans le secteur montrent que le sol dispose d'une mauvaise aptitude à l'assainissement non collectif.

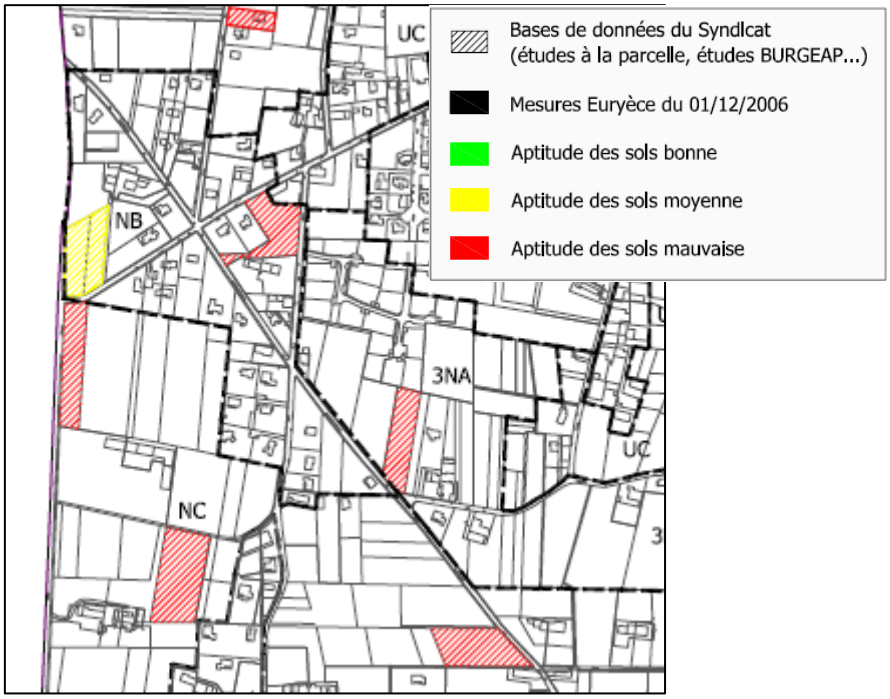


Figure 25 : Extrait de la carte d'aptitude des sols - zone Uc

- **<u>La zone 1AU</u>** : Pour le moment cette zone n'est pas bâtie mais constitue un secteur à enjeu pour le développement futur de la commune. Elle doit accueillir plusieurs formes de logements qui s'inscrivent dans une logique de densification de l'habitat. Elle fait l'objet d'une OAP (Orientation d'Aménagement de Programmation). La commune prévoit l'implantation de logements pouvant accueillir entre 15 et 25 logements. L'assainissement collectif apparaît comme indispensable et arrive déjà en limite de zone.

  Les études de sol dans le secteur montrent que le sol dispose d'une mauvaise aptitude à l'assainissement non collectif.

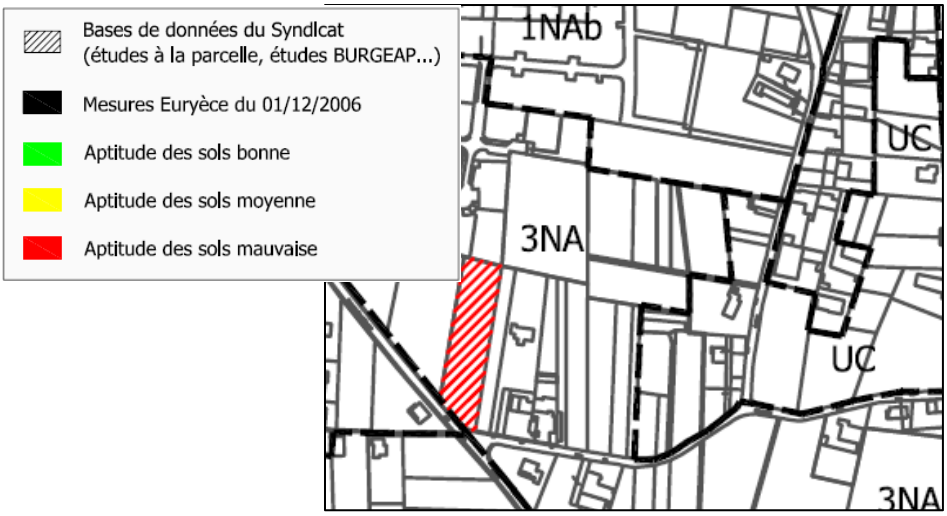


Figure 26 : Extrait de la carte d'aptitude des sols - zone Uc

- **La zone 2AUc** : Située à proximité de la zone UA (déjà raccordée), le raccordement à l'assainissement collectif apparaît commune étape dans le déploiement du réseau vers les futures zones accueillant les nouvelles populations.

Tableau 25 : Extensions de réseau – Zone 2AUc

PLU	Secteur	Description des travaux	Coût
2AUc	Rue André de Richaud	Travaux préparatoires, Pose d'un réseau d'assainissement gravitaire (330 ml de réseau en PVC 200), 23 branchements, frais divers et maîtrise d'œuvre	**258 000 € HT**

L'extension permettra de raccorder 2 installations non conformes sans risque.

- **Les zones 1AUe et 1AUecc** : La commune souhaite implanter dessus une zone d'activité économique. Le raccordement au réseau est primordial afin qu'elle puisse accueillir des entreprises issues de différents secteurs d'activités. L'assainissement collectif arrive déjà en limite de zone.
- **Zone UEa :** Concernant la zone UEa, qui correspond à la zone artisanale des Gaffins, cette dernière n'est pas raccordée au réseau et est localisée en zone à enjeux sanitaires.

  Cependant, d'après la CASC, **les 3 dispositifs d'ANC sur cette zone à enjeux ont fait l'objet d'une remise aux normes et sont conformes.**

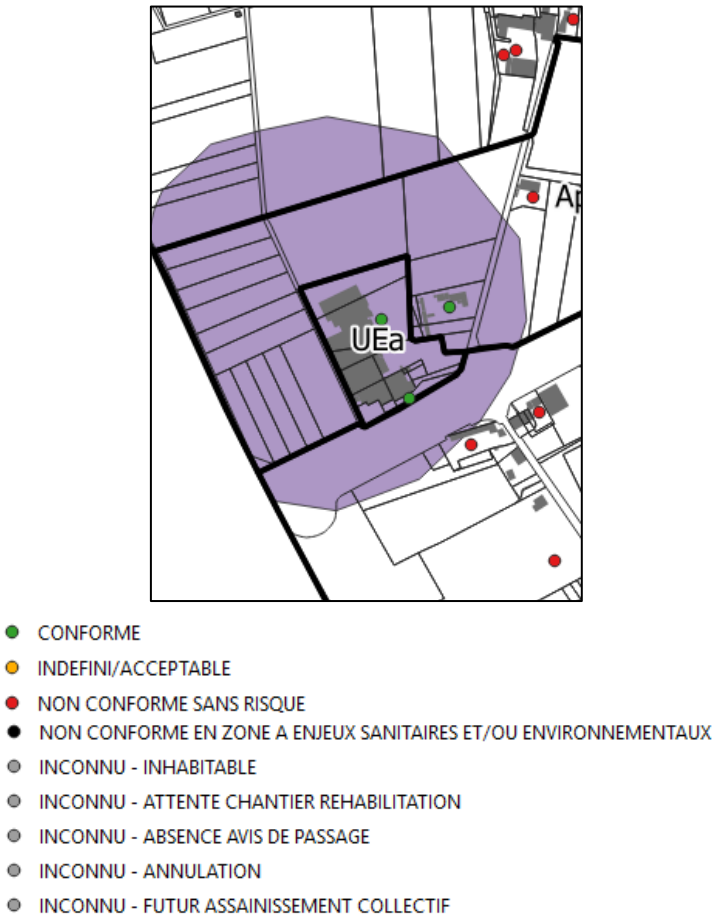


Figure 27 : Conformité des ANC dans la zone UEa

Au vu des coûts disproportionnés du raccordement de cette zone et de la conformité des ANC, le Syndicat a décidé de ne pas imposer l'assainissement collectif dans cette zone sauf si le réseau passe en limite d'unité foncière.

- **Les zones A :** Les zones agricoles recouvrent une grande partie du territoire communal. L'habitat y est principalement diffus où les potentialités de constructions sont limitées. Le réseau d'assainissement collectif dessert un nombre très faible d'unités foncières. En raison des caractéristiques de la zone et des coûts de raccordement importants, aucune extension du réseau d'assainissement n'est prévue.

  Il est précisé que des zones à enjeux sanitaires sont localisées à l'Est de la commune et concernent des zones agricoles du zonage du PLU (A, Aev).

  En raison des caractéristiques de la zone et des coûts de raccordement importants, aucune extension du réseau d'assainissement n'est prévue. Les habitations doivent donc disposer d'un dispositif d'assainissement non collectif répondant aux normes en vigueur et adapté aux caractéristiques du sol si celui-ci est apte au traitement et à l'évacuation des eaux usées. Cependant si le réseau d'assainissement collectif passe en limite d'unité foncière, les habitations ont l'obligation de se raccorder au collecteur d'assainissement.

- **Les zones N :** Les zones naturelles correspondent à des espaces à protéger en raison de la qualité des sites et des paysages. Ces zones présentent actuellement un habitat diffus où les potentialités de construction sont limitées. Le réseau d'assainissement collectif dessert un nombre très faible d'unités foncières.

  Il est précisé que des zones à enjeux sanitaires sont localisées à l'Est de la commune et concernent des zones naturelles du zonage du PLU (Np, Ne, N, Nl).

  En raison des caractéristiques de la zone et des coûts de raccordement importants, aucune extension du réseau d'assainissement n'est prévue. Tout comme dans les zones A, les habitations doivent avoir un dispositif d'assainissement non collectif aux normes. Si le réseau d'assainissement collectif passe en limite d'unité foncière, les propriétaires ont l'obligation de se raccorder au collecteur d'eaux usées.

En ce qui concerne la zone de la Grave (zones N et Ne1 du PLU), cette dernière est maintenue en assainissement non collectif, compte tenu du coût de raccordement et de la capacité actuelle limitée de la station d'épuration.

Les assainissements collectifs en place dans cette zone sont majoritairement conformes ou non conformes sans risque. Cette zone n'est par ailleurs pas située dans une zone à enjeu sanitaire ou environnemental.

La CASC procèdera aux contrôles et à l'incitation à la mise en conformité des installations d'ANC concernées.

IV.DISPOSITIONS DECOULANT DU ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

IV.1. Précisions

En zone d'assainissement collectif, la position des habitations par rapport au réseau collectif d'eaux usées peut conduire, dans certains cas de figure, à la mise en place d'un poste de refoulement en domaine privé. Celui-ci est à la charge des propriétaires.

Les propriétaires des habitations situées en zone d'assainissement non collectif peuvent demander à la collectivité le raccordement au réseau collectif d'eaux usées. La collectivité est libre de réaliser ou non ces travaux.

IV.2. Modalité de financement des extensions

Conformément à la délibération du 22 mars 2016 du Comité Syndical, il est rappelé que seuls les travaux d'extensions de réseaux prévues aux futurs schémas directeurs et dont le coût est inférieur ou équivalent à la recette attendue pour les nouveaux usagers sur la période d''amortissement des emprunts, pourront être financés par le Syndicat Mixte des Eaux de la Région Rhône Ventoux. Le complément devra être apporté par des financements extérieurs (reversement d'une partie de la taxe d'aménagement, PUP, offre de concours, …etc.).

Les extensions de réseaux non prévues aux schémas directeurs seront néanmoins prises en charge en totalité par le demandeur.

En termes de priorité, les extensions nécessitées par des impossibilités techniques de réaliser l'assainissement non collectif, seront considérées comme prioritaires.

IV.3. Zone d'assainissement collectif

IV.3.1. Obligation de raccordement

L'obligation de raccordement au réseau d'assainissement collectif est définie au travers des articles du Code de la Santé Publique suivants :

- **Article L. 1331-1** :

*« Le **raccordement des immeubles** aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est **obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service** du réseau public de collecte. […]*

Il peut être décidé par la commune qu'entre la mise en service du réseau public de collecte et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle perçoit auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article « L. 2224-12-2 » du code général des collectivités territoriales. […] »

- **Article L. 1331-8** :

« Tant que le propriétaire ne s'est pas conformé aux obligations prévues aux articles L. 1331-1 à L. 1331-7, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement si son immeuble avait été raccordé au réseau ou équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire, et qui peut être majorée dans une proportion fixée par le conseil municipal dans la limite de 100 %. »

IV.3.2. Conditions de raccordement

IV.3.2.1. Catégories d'eaux admises au déversement

Le réseau d'assainissement collecte les eaux usées domestiques, comprenant les eaux ménagères (lessive, cuisine, toilettes, …) et les eaux-vannes (urines et matières fécales).

Il est cependant formellement interdit de déverser dans le réseau d'assainissement :

- Le contenu des fosses septiques ;
- L'effluent des fosses septiques ;
- Les ordures ménagères ;
- Les huiles usagées et graisses ;
- Les eaux pluviales.

D'une façon générale, tout corps solide ou susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau. Les restaurants et les cuisines collectives doivent être équipés de bacs dégraisseurs régulièrement entretenus.

Le déversement d'eaux usées industrielles doit être encadré par une autorisation de déversement donnant lieu si nécessaire à une **convention spéciale de déversement** passée entre le service assainissement et l'établissement industriel.

IV.3.2.2. Branchements

Selon le règlement de service Rhône Ventoux, le branchement comprend les éléments suivants :

- Un ouvrage dit « regard de branchement » pour le contrôle et l'entretien de celui-ci, placé à proximité de la limite entre le domaine public et la propriété privé ; ce regard doit être visible et accessible ;
- Une canalisation de branchement, qui peut être située tant en domaine public qu'en la propriété privée ;
- Un dispositif de raccordement au réseau public.

La réglementation en vigueur concernant les branchements est définie dans les articles du Code de la Santé Publique suivants :

- **Article L. 1331-2 :**

« Lors de la construction d'un nouveau réseau public de collecte ou de l'incorporation d'un réseau public de collecte pluvial à un réseau disposé pour recevoir les eaux usées d'origine domestique, la commune peut exécuter d'office les parties des branchements situées sous la voie publique, jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public.

Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte, la commune peut se charger, à la demande des propriétaires, de l'exécution de la partie des branchements mentionnés à l'alinéa précédent.

Ces parties de branchements sont incorporées au réseau public, propriété de la commune qui en assure désormais l'entretien et en contrôle la conformité.

La commune est autorisée à se faire rembourser par les propriétaires intéressés tout ou partie des dépenses entraînées par ces travaux, diminuées des subventions éventuellement obtenues et majorées de 10 % pour frais généraux, suivant des modalités à fixer par délibération du conseil municipal. »

- **Article L. 1331-4 :**

« Les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires et doivent être réalisés dans les conditions fixées à l'article L. 1331-1. Ils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement par les propriétaires. »

- **Article L. 1331-5 :**

« Dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature sont mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire. »

Si le raccordement n'est pas possible gravitairement, il appartient au propriétaire de mettre en place à ses frais un poste de relèvement individuel/privé.

IV.3.2.3. Contrôle des branchements

Le service d'assainissement peut être amené à effectuer, chez tout usager du service, tout prélèvement ou contrôle qu'il estimerait utile. Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour l'application de cette disposition. Si les rejets ne sont pas conformes, les frais de contrôle et d'analyse occasionnés seront à la charge de l'usager.

La commune peut exiger du propriétaire qu'il remédie aux malfaçons ou aux erreurs constatées et, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables.

IV.3.2.4. Redevance d'assainissement

L'usager domestique raccordé à un réseau public d'évacuation des eaux usées est soumis au paiement de la redevance d'assainissement défini dans le Code Général des Collectivités Territoriales :

- **Article R. 2224-19 :**

« Tout service public d'assainissement, quel que soit son mode d'exploitation, donne lieu à la perception de redevances d'assainissement établies dans les conditions fixées par les articles R. 2224-19-1 à R. 2224-19-11. »

IV.3.2.5. Participation financière des immeubles soumis à l'obligation de raccordement

La participation financière des immeubles soumis à l'obligation de raccordement est définie dans l'article du Code de la Santé Publique suivant :

- **Article L. 1331-7 :**

« Les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées en application de l'article L. 1331-1 peuvent être astreints par la commune, la métropole de Lyon, l'établissement public de coopération intercommunale ou le syndicat mixte compétent en matière d'assainissement collectif, pour tenir compte de l'économie par eux réalisée en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire ou la mise aux normes d'une telle installation, à verser une participation pour le financement de l'assainissement collectif.

Toutefois, lorsque dans une zone d'aménagement concerté créée en application de l'article L. 311-1 du code de l'urbanisme, l'aménageur supporte tout ou partie du coût de construction du réseau public de collecte des eaux usées compris dans le programme des équipements publics de la zone, la participation pour le financement de l'assainissement collectif est diminuée à proportion du coût ainsi pris en charge.

Cette participation s'élève au maximum à 80 % du coût de fourniture et de pose de l'installation mentionnée au premier alinéa du présent article, diminué, le cas échéant, du montant du remboursement dû par le même propriétaire en application de l'article L. 1331-2.

La participation prévue au présent article est exigible à compter de la date du raccordement au réseau public de collecte des eaux usées de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que ce raccordement génère des eaux usées supplémentaires.

Une délibération du conseil municipal, du conseil de la métropole de Lyon ou de l'organe délibérant de l'établissement public détermine les modalités de calcul de cette participation. »

IV.3.2.6. Précisions

En zone d'assainissement collectif, la position des habitations par rapport au réseau collectif d'eaux usées peut conduire, dans certains cas de figure, à la mise en place d'un poste de refoulement en domaine privé. **Celui-ci est à la charge des propriétaires**.

Les propriétaires des habitations situées en zone d'assainissement non collectif peuvent demander à la collectivité le raccordement au réseau collectif d'eaux usées. La collectivité est libre d'accéder ou non à cette demande et d'effectuer les travaux.

IV.4. Zone d'assainissement non collectif

IV.4.1. Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)

La gestion du Service Public d'Assainissement Non collectif (SPANC) est une compétence du Syndicat mixte des eaux Rhône Ventoux.

IV.4.2. Prescriptions techniques attachées aux dispositifs d'assainissement non collectif

IV.4.2.1. Recommandations générales

Les terrains de recouvrement des dispositifs de traitement doivent rester hors circulation et ne pas être plantés d'arbres ou arbustes (en raison des dommages causés par les systèmes racinaires).

L'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 26 février 2021 précise que les installations d'assainissement individuelles devront être situées à une distance minimale de **35 m des captages d'eau déclarés utilisés pour l'alimentation humaine.**

Les eaux pluviales ne doivent pas être raccordées aux dispositifs d'assainissement non collectif.

IV.4.2.2. Prétraitement

La **fosse septique toutes eaux** est un dispositif de prétraitement qui reçoit toutes les eaux usées domestiques.

IV.4.2.3. Traitement

Le traitement des eaux en sortie de fosse septique est obligatoire. L'épuration est réalisée par infiltration dans un ouvrage adapté aux conditions du terrain et au volume d'eau à épurer.

Les **principales filières classiques** sont les **tranchées d'épandage** dans le sol en place, de **lits filtrants non drainés (filtres à sable)**, ou de **lits filtrants drainés à flux vertical**.

L'arrêté du 27 avril 2012 indique par ailleurs que les eaux usées domestiques peuvent être traitées par des **installations composées de dispositifs agréés par les ministères** en charge de l'écologie et de la santé, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques que les installations peuvent engendrer directement ou indirectement sur la santé et l'environnement, selon des modalités décrites à l'article 8 de l'arrêté susmentionné.

Ces installations (parmi lesquelles des procédés de type micro-station, filtre compact, …) sont généralement dimensionnées sur la base d'une pièce principale = un équivalent-habitant.

L'implantation des dispositifs de traitement doit respecter une distance minimale de 35 m par rapport à un captage déclaré d'eau potable, et de préférence à 5 m par rapport aux habitations (10 à 15 m pour certaines filières : lits plantés, …), 3 m par rapport aux limites de propriété, et 3 m par rapport à tout arbre.

Filières classiques

> Tranchées d'infiltration à faible profondeur (sol en place) :

Le sol en place est utilisé comme système épurateur et comme moyen dispersant. Les longueurs de tranchées sont définies en fonction de la capacité d'infiltration des eaux par le sol. L'épandage souterrain est réalisé par l'intermédiaire de drains d'épandage placés dans un ensemble de tranchées.

- Bases de dimensionnement pour 5 pièces principales :

  45 ml de tranchées filtrantes ;

  10 ml de tranchées par pièce supplémentaire ;

  Dans le cas de sols peu perméables, le dimensionnement de ces tranchées doit être revu à la hausse.

- Caractéristiques principales :

  Profondeur de tranchée : 0,60 à 1 m sous la surface du sol. Le fond de fouille doit être horizontal ;

  Largeur de tranchée : 0,50 m minimum ;

  Longueur de tranchée : 30 m maximum. Il est préférable d'augmenter le nombre des tranchées plutôt que de les rallonger ;

  Espacement entre tranchées : 1,50 m au minimum.

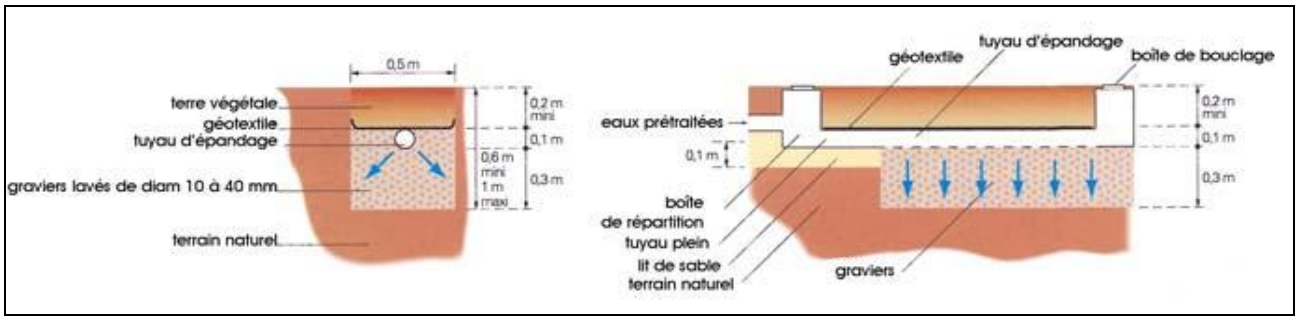


Figure 28 : Schéma d'une tranchée d'infiltration (source : Landru.fr)

> Tranchées d'infiltration en terrain pentu (pente supérieure à 5 %) :

Les tranchées d'infiltration doivent être horizontales et peu profondes, réalisées perpendiculairement à la plus grande pente. Les bases de dimensionnement sont identiques à celles des tranchées d'infiltration à faible profondeur.

- **Caractéristiques principales :**

  Quelques différences avec les tranchées classiques sont à signaler :

  Les tranchées sont séparées par une distance minimale de 3 m de sol naturel, soit 3,5 m d'axe en axe, et ont une profondeur comprise entre 0,60 et 0,80 m ;

  Malgré la pente, l'eau ne doit pas avoir de chemin préférentiel dans l'épandage. Le départ de chaque tuyau plein du regard de répartition est horizontal sur au moins 0,50 m.

> **Filtre à sable vertical non drainé :**

Dans le cas d'un sol de caractéristiques inappropriées, un sable adapté (siliceux, lavé, et respectant un fuseau granulométrique précis) se substitue au sol en place pour recevoir et traiter les effluents prétraités.

- **Bases de dimensionnement pour 5 pièces principales :**

  25 m² de surface, (20 m² si moins de 5 pièces) ;

  5 m² par pièce principale supplémentaire.

- **Caractéristiques principales :**

  Le fond du filtre à sable doit être horizontal et se situer entre 1,10 m minimum et 1,60 m maximum sous le terrain naturel ;

  Le filtre à sable doit avoir, au minimum, une largeur de 5 m et une longueur de 4 m ;

  Si le sol est fissuré, le fond de fouille devra être recouvert d'un géotextile, ou mieux, d'une géogrille.

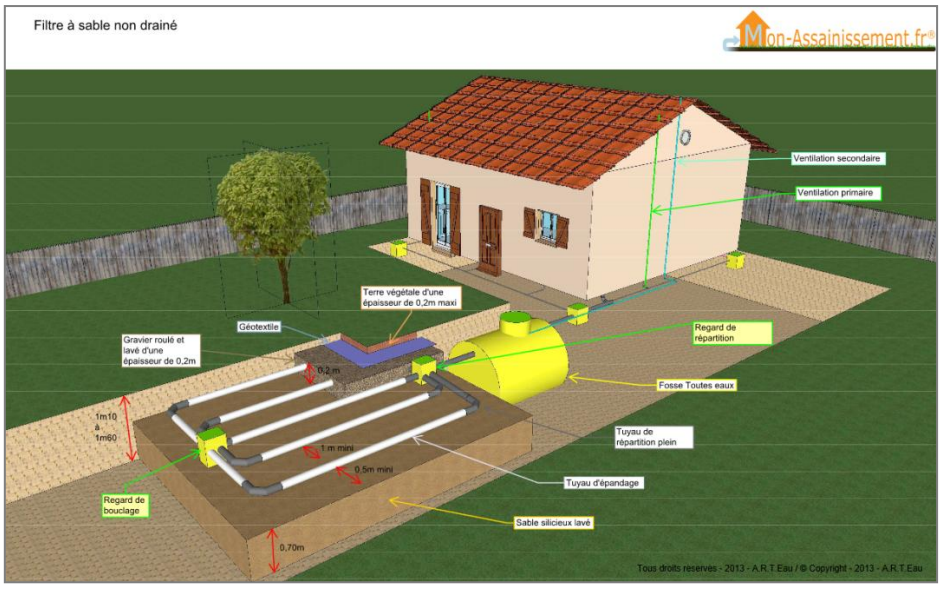


Figure 29 : Schéma d'un filtre à sable vertical non drainé (source : fosse-septique-toutes-eaux.mon-assainissement.fr)

> **Filtre à sable vertical drainé :**

Le principe est globalement similaire au filtre à sable non drainé, hormis que les effluents traités sont repris par des drains disposés en fond de massif filtrant et sont évacués vers des tranchées d'infiltration-dispersion, un puits d'infiltration (après autorisation de la collectivité sur la base d'une étude hydrogéologique) ou un milieu hydraulique superficiel (après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur).Les bases de dimensionnement sont identiques à celles du filtre à sable non drainé.

- **Caractéristiques principales :**

  Fond du filtre : horizontal, entre 1,20 m minimum et 1,70 m maximum sous le terrain naturel,

  Si le milieu souterrain est vulnérable (nappe et sol fissuré par exemple), mettre un film imperméable en fond de fouille, remontant sur les parois verticales.

> **Tertre d'infiltration :**

Le principe est globalement similaire au filtre à sable non drainé. Le tertre est utilisé lorsque la nappe d'eau souterraine est proche de la surface (ou également en cas de substratum rocheux à faible profondeur). Le lit filtrant est réalisé au-dessus du sol existant. Il peut s'appuyer sur une pente, être en partie enterré, ou totalement hors sol, avec en général la nécessité de mettre en place un poste de relevage des effluents prétraités si l'habitation n'est pas en surplomb du tertre.

- **Bases de dimensionnement pour 5 pièces principales :**

  Pour une perméabilité comprise entre 30 et 500 mm/h :

  - 60 m² si perméabilité du sol en place comprise entre 30 et 500 mm/h,
  - 20 m² par pièce supplémentaire,

  Pour une perméabilité comprise entre 15 et 30 mm/h :

  - 90 m² si perméabilité du sol en place comprise entre 15 et 30 mm/h,
  - 30 m² par pièce supplémentaire.

  A noter que les dimensions du sommet du tertre sont les mêmes que celles du filtre à sable drainé.

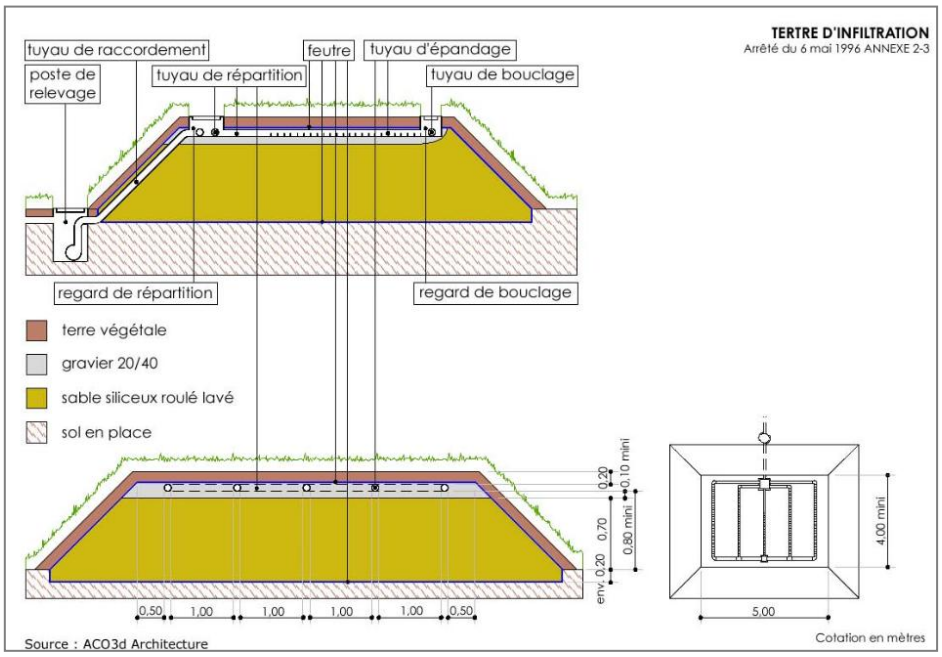


Figure 30 : Schéma d'un tertre d'infiltration (source : spanc-cinor.re)

Filières agréées

Le traitement des eaux usées domestiques peut également être réalisé par des dispositifs agréés par les ministères en charge de la santé et de l'écologie, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques sur la santé et l'environnement. Le choix de ce type de filière ne dispense toutefois pas d'une étude hydropédologique à la parcelle pour définir le dimensionnement des systèmes d'évacuation/infiltration et le degré de perméabilité du sol en place. Seuls les dispositifs agréés par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement seront acceptés. Une installation non agréée sera jugée non conforme ou reconnue comme simple système de prétraitement.

> Les filières compactes :

Ces dispositifs sont préconisés lorsque la surface disponible n'est pas suffisante pour une filière traditionnelle ou que le sol présente une perméabilité inférieure à 15mm/h (les sols argileux ou imperméables). C'est l'équivalent d'un lit filtrant vertical drainé.

Tout comme une filière d'assainissement non collectif dite « classique », une filière compacte est initialement conçue pour traiter les effluents domestiques d'une habitation qui ne bénéficie pas de l'assainissement collectif.

Placé dans une coque étanche, une matière granuleuse épuratrice (type zéolithe ou coco) reproduit les mécanismes épuratoires du sable. Grâce à une forte capacité d'absorption des effluents, les espaces libres entre les éléments granulaires favorisent une oxygénation des microorganismes aérophiles qui réalisent une épuration plus efficace. De ce fait, les filières compactes peuvent se permettre de réduire leur dimensionnement.

> **Les microstations :**

Les microstations d'épuration biologiques ont pour principal avantage de réaliser la totalité des étapes du prétraitement et du traitement au sein d'un seul et unique dispositif ou unité étanche qu'elles constituent. Ainsi, un seul et même compartiment assure une phase de prétraitement par décantation primaire, une phase traitement par bioréaction et une phase de décantation secondaire et de clarification. Ces deux dernières phases peuvent être effectuées à l'intérieur de deux cuves ou compartiments bien distincts ou réunies dans un seul compartiment avec une temporisation horaire.

> **Les filtres plantés de roseaux :**

Un système de filtration par un lit planté de roseaux est un procédé biologique basé sur la percolation de l'eau usée. Ce procédé consiste à faire circuler gravitairement les effluents domestiques au travers de massifs filtrants contenus dans des bassins successifs aménagés en paliers et colonisés par des bactéries qui assurent l'activité épuratoire. Ces massifs filtrants sont composés de minéraux et de végétaux. Ce système de traitement n'est pas reconnu par la norme 12566.

> **Liste des dispositifs agréés par publication au journal officiel :**

La liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes sont publiés au Journal Officiel de la République Française par avis conjoint du ministre chargé de l'écologie et du ministre chargé de la santé en vue de l'information du consommateur et des opérateurs économiques. La liste complète est consultable à l'adresse suivante : www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr

IV.4.2.4. Entretien des installations

L'entretien des dispositifs d'assainissement non collectif autonome est un élément prépondérant de leur bon fonctionnement. Les justifications de ces opérations doivent être fournies aux agents du SPANC. L'entretien porte essentiellement sur les dispositifs effectuant le prétraitement des effluents présentés ci-après.

Tableau 26 : Entretien préconisé à effectuer

Equipement	Objectif de l'entretien	Action d'entretien	Périodicité
Fosse toutes eaux	Eviter tout entraînement ou tout débordement des boues et des flottants	Vidange	Conseillée au moins tous les 4 ans
Bac dégraisseur	Eviter toute obstruction, sortie de graisse ou de matières sédimentaires	Nettoyage, vidange, curage	Au moins tous les 6 mois

IV.4.3. Délais de mise en conformité dans les zones à enjeux sanitaires

Les délais de mise en conformité des installations d'assainissement non collectif sont les suivants :

Tableau 27 : Délais de mise en conformité des installations d'ANC définis dans l'arrêté du 27 avril 2012

Problèmes constatés sur l'installation	Zones à enjeux sanitaires ou environnementaux		
	Non	Oui	
		Enjeux sanitaires	Enjeux environnementaux
Absence d'installation	**Non-respect de l'article L. 1331-1-1 du Code de la Santé Publique : Mise en demeure de réaliser une installation conforme, Travaux à réaliser dans les meilleurs délais.**		
Défaut de sécurité sanitaire (contact direct, transmission de maladies par vecteurs, nuisances olfactives récurrentes) ;	**Installation non conforme Danger pour la santé des personnes**		
Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages constituant l'installation ;	**Article 4 – cas a)**		
Implantation à moins de 35 m en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution.	**Travaux obligatoires sous 4 ans, Travaux dans un délai de 1 an si vente.**		
Installation incomplète ; Installation significativement sous dimensionnée ; Installation présentant des dysfonctionnements majeurs.	**Installation non conforme Article 4 – cas c) Travaux dans un délai de 1 an si vente**	**Installation non conforme Danger pour la santé des personnes Article 4 – cas a) Travaux obligatoires sous 4 ans Travaux dans un délai de 1 an si vente**	**Installation non conforme Risque environnemental avéré Article 4 – cas b) Travaux obligatoires sous 4 ans Travaux dans un délai de 1 an si vente**
Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs.	**Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation.**		

IV.5. Délais de mise en conformité dans les zones à enjeux sanitaires

Dans les zones à enjeux sanitaires ou environnementaux définies par l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2014, les délais de mise en conformité des installations d'assainissement non collectif sont les suivants :

Tableau 28 : Délais de mise en conformité des installations d'ANC définis dans l'arrêté du 25 juillet 2014

<table>
<tr><th rowspan="3">Problèmes constatés sur l'installation</th><th colspan="3">Zones à enjeux sanitaires ou environnementaux</th></tr>
<tr><th rowspan="2">NON</th><th colspan="2">OUI</th></tr>
<tr><th>Enjeux sanitaires</th><th>Enjeux environnementaux</th></tr>
<tr><td>✓ Absence d'installation</td><td colspan="3">Non-respect de l'article L. 1331-1-1 du Code de la Santé Publique
✓ Mise en demeure de réaliser une installation conforme,
✓ Travaux à réaliser dans les meilleurs délais.</td></tr>
<tr><td>✓ Défaut de sécurité sanitaire (contact direct, transmission de maladies par vecteurs, nuisances olfactives récurrentes),
✓ Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages constituant l'installation,
✓ Implantation à moins de 35 m en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution.</td><td colspan="3">Installation non conforme
> Danger pour la santé des personnes

Article 4 – cas a)
✓ Travaux obligatoires sous 4 ans,
✓ Travaux dans un délai de 1 an si vente.</td></tr>
<tr><td>✓ Installation incomplète,
✓ Installation significativement sous-dimensionnée,
✓ Installation présentant des dysfonctionnements majeurs.</td><td>Installation non conforme

Article 4 – cas c)
✓ Travaux dans un délai de 1 an si vente</td><td>Installation non conforme
> Danger pour la santé des personnes
Article 4 – cas a)
✓ Travaux obligatoires sous 4 ans,
✓ Travaux dans un délai de 1 an si vente.</td><td>Installation non conforme
> Risque environnemental avéré

Article 4 – cas b)
✓ Travaux obligatoires sous 4 ans,
✓ Travaux dans un délai de 1 an si vente.</td></tr>
<tr><td>✓ Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs.</td><td colspan="3">Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation.</td></tr>
</table>

V. PROGRAMME DE TRAVAUX

V.1. Assainissement collectif

V.1.1. Extensions de réseau

Plusieurs extensions du réseau d'assainissement collectif sont prévues par le Syndicat Rhône Ventoux. Celles-ci ont été présentées ci-avant et permettent de raccorder les unités foncières des zones U et AU du futur PLU. La synthèse des travaux d'extension présentés ci-avant est donnée dans le tableau qui suit sur la base des hypothèses suivantes :

- La mise en place systématique d'installation de chantier et d'alternat de circulation et la création de plans de recollement,
- La pose de réseau gravitaire en PVC Ø 200 mm,
- Le raccord des habitations existantes par la création de branchements,
- La réalisation des travaux en période basse de la nappe, ne prenant ainsi pas en compte le pompage d'eau de nappe (installation de chantier, puits filtrant tous les 70 ml, pompage de la nappe).

Tableau 29 : Programme de travaux lié à l'extension du réseau d'assainissement collectif

PLU	Secteur	Description des travaux	Coût
UC	Chemin des Fusains	Travaux préparatoires, Pose d'un réseau d'assainissement gravitaire (60 ml de réseau en PVC 200), 2 branchements, frais divers et maîtrise d'œuvre	23 000 € HT
	Chemins du Four Bonjean et route de Pernes	Travaux préparatoires, Pose d'un réseau d'assainissement gravitaire (180 ml de réseau en PVC 200), 13 branchements, frais divers et maîtrise d'œuvre	82 000 € HT
	Rue André de Richaud et route de la Juste	Travaux préparatoires, Pose d'un réseau d'assainissement gravitaire (330 ml de réseau en PVC 200), 23 branchements, frais divers et maîtrise d'œuvre	149 000 € HT
UCa	Cinq chemins et route de Pernes	Travaux préparatoires, Pose d'un réseau d'assainissement gravitaire (1 310 ml de réseau en PVC 200), 160 ml de réseau de refoulement, 51 branchements, frais divers et maîtrise d'œuvre	590 000 € HT
		TOTAL EXTENSION DE RESEAU	**829 000 € HT**

V.1.2. Réseau d'assainissement collectif

Le **Schéma Directeur d'Assainissement** a permis d'établir un programme de travaux hiérarchisé notamment pour la réduction des eaux claires parasites permanentes et météoriques entrainant ponctuellement une surcharge hydraulique dans les réseaux d'assainissement.

Les intrusions d'eaux claires parasites mesurées pendant la campagne de mesures en entrée de STEP sont les suivantes :

- Eaux claires parasites permanentes : En période de nappe haute les intrusions d'eaux claires parasites permanentes peuvent atteindre 900 m^3/j,
- Eaux claires parasites météoriques (surfaces actives) : Lors du schéma directeur, l'impact trop important de la nappe n'a pas permis de caractériser précisément les surfaces actives. Le dernier

diagnostic sur les eaux claires parasites météoriques fait état en 2004 de 3 500 m^2 de surfaces actives.

Le programme de travaux permettant de répondre à ces problématiques est présenté ci-après.

Les montants affichés correspondent aux coûts sans prise en compte des éventuelles plus-values (dépose amiante-ciment par exemple) et des subventions allouables.

Concernant la station d'épuration, les futurs raccordements au réseau d'assainissement collectif conduiront à un dépassement de la capacité de traitement de l'ouvrage. A ce titre, dans le cadre du programme de travaux, les 2 scénarii suivants ont été étudiés afin de répondre aux prévisions d'évolution démographique de la commune :

- Travaux d'extension de la STEP actuelle visant à augmenter sa capacité de traitement de 1 500 EH. Ces travaux seront accompagnés d'un diagnostic complet des ouvrages actuels,
- Travaux pour la création d'une nouvelle STEP ayant une capacité de traitement de 3 500 EH.

Figure 31 : Carte du programme de travaux

Département du Vaucluse

RHÔNEVENTOUX

SYNDICAT MIXTE DES EAUX DE LA REGION RHÔNE VENTOUX

SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE D'ALTHEN LES PALUDS

PROGRAMME DE TRAVAUX A LA CHARGE DU SMERRV

Localisation des aménagements projetés	NOM DU FICHIER : Althen_Programme-de-Travaux-024-B
	ECHELLE : 1 / 2 600

EURYECE Groupe MERLIN

ZI Bois des Lots
Allée du Rossignol
26130 SAINT PAUL TROIS CHATEAUX

Téléphone : 04-75-04-78-24
Télécopie : 04-75-04-78-29

GROUPE MERLIN/Réf doc : RS10BS-ER01-DIA-PG-1-024

Ind	Etabli par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	B. PIGNEDE	M. BEUGNON	01/09/2017	Création
B	A. JACQUIN	M. BEUGNON	05/10/2017	Modifications suite à la réunion de présentation finale du 07/09/2017

Légende

Réseau d'eaux usées

- Poste de refoulement projeté
- Poste de refoulement
- STEP Station d'épuration
- Conduite de refoulement projetée
- Réseau EU projeté
- Réseau EU
- Conduite de refoulement
- Regard EU
- Réseau EU non géré

Voie privée

- En cours de rétrocession
- Maintenue en voie privée

Etiquettes de travaux préconisés

Les travaux indiqués sur la présente cartographie correspondent aux travaux à la charge du SMERRV. Il convient de se référer au rapport de phase 2 et 3 pour les travaux à la charge de la CCSC ou des privés.

Type de travaux / *Localisation* / *Nature des travaux* / *Gain en ECPP / ECPM ou Surface Active*

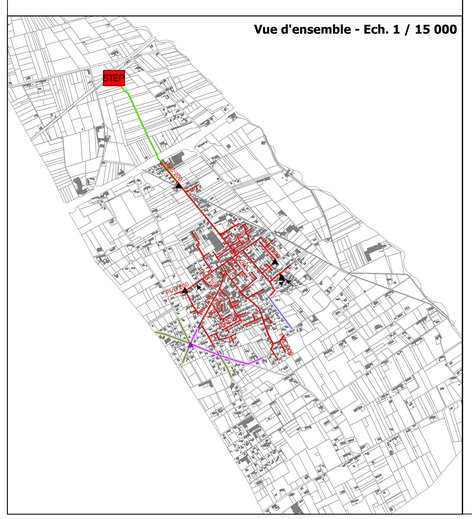
REDUCTION DES ECPP
Route de St-Jules R15B à R15A
Reprise ponctuelle du réseau — Gain ECPP 21,6 m³/j (En partie)

Echéancier du programme de travaux selon 3 priorités

Priorité 1 : Travaux programmés entre 2017 et 2019

Priorité 2 : Travaux programmés entre 2020 et 2025

Vue d'ensemble - Ech. 1 / 15 000



N

STATION D'EPURATION

Solution 1 : Extension de la STEP	Coût : 1 231 000 € HT
Solution 2 : Création d'une nouvelle STEP	Coût : 2 052 000 € HT

STATION D'EPURATION
AMELIORATION DU MODE DE GESTION DES BOUES

Solution 1 : Centrifugeuse	Coût : 200 000 € HT
Solution 2 : Lit de séchage naturel	Coût : 150 000 € HT
Solution 3 : Lit à macrophytes	Coût : 300 000 € HT
Solution 4 : Lit de séchage sous sèrre	Coût : 160 000 € HT

TRAVAUX SUR LE DEVERSOIR D'ORAGE
- Réhabilitation du D.O. (à la charge du concessionnaire)
- Dossier de Déclaration
- Mise en place d'une autosurveillance

REDUCTION DES ECPP
Route de St-Jules R15D à R15C
Reprise ponctuelle du réseau — Gain ECPP 21,6 m³/j (En partie)

Réduction des ECPM
Changement de caisse de branchement
Route de Saint-Jules

REDUCTION DES ECPP
Route de St-Jules R15B à R15A
Reprise ponctuelle du réseau — Gain ECPP 21,6 m³/j (En partie)

REDUCTION DES ECPP
Avenue des Oliviers - Regard EU6
Reprise étanchéité de regard — Gain ECPP 79,2 m³/j (En partie)

SUIVI DE LA NAPPE
Création d'un piézomètre et suivi de la nappe
Coût : 20 000 € HT

Réduction des ECPP
Avenue des Oliviers
Reprise de branchement partie publique Branchement 13

REDUCTION DES ECPP
Route de St-Jules - Regard R5
Reprise étanchéité de regard — Volume de l'infiltration sur regard non connu

REDUCTION DES ECPP
Avenue des Oliviers - Regard EU1
Reprise étanchéité de regard — Gain ECPP 79,2 m³/j (En partie)

Réduction des ECPM
Changement de caisse de branchement
N°79 Avenue Adrien Bono

Réduction des ECPM
Changement de caisse de branchement
Rue de l'Eglise

REDUCTION DES ECPP
Rue des Muriers - EU19 à EU20
Reprise ponctuelle du réseau et étanchéité regard — Gain ECPP 3,1 m³/j

Réduction des ECPM
Changement de caisse de branchement
Rue André Richaud

REDUCTION DES ECPP
L'Orée du Village EU33 à EU32
Reprise intégrale du réseau — Gain ECPP 28,8 m³/j

REDUCTION DES ECPP
Avenue des Oliviers EU1A à EU1B
Reprise ponctuelle du réseau — Gain ECPP 79,2 m³/j (En partie)

REDUCTION DES ECPP
Route de Garance EU34 à EU35
Reprise ponctuelle du réseau — Volume de l'infiltration non connu

Réduction des ECPP
Avenue des Oliviers
Reprise de branchement partie publique Branchement 2

Réduction des ECPP
Route de St Hélène
Reprise de branchement partie publique Branchement 4

EXTENSION DE LA RUE ANDRE RICHAUD
Extension du réseau EU sur la rue André de Richaud — **Montant à financer : 258 000 € HT** — **Echeance : 2019**

REDUCTION DES ECPP
Chemin des Fusains R29
Reprise étanchéité de regard — Gain ECPP 67,2 m³/j

Réduction des ECPP
Avenue Jean Althen
Reprise de branchement partie publique Branchement 31

EXTENSION DE RESEAU EN ZONE UCA
Extension du réseau EU — **Montant à financer : 572 000 €HT** — **Echeance : 2018**

EXTENSION QUARTIER DES FUSAINS / FOUR BONJEAN / ROUTE DE PERNES / ROUTE DE LA GARANCE
Extension du réseau EU quartier des Fusains, Four Bonjean, Route de Pernes, Route de la Garance — **Montant à financer : 692 000 € HT** — **Echeance : 2017**

DEFAUTS DE RACCORDEMENTS VERS LE RESEAU D'EAUX PLUVIALES
Reprise du raccordement des boîtes d'eaux usées vers le réseau d'assainissement collectif

V.2. Assainissement non collectif

V.2.1. Réhabilitation des dispositifs non conformes

Sur les zones d'assainissement non collectif, la diminution des rejets diffus dans le milieu naturel passe par la réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif présentant des dysfonctionnements ou non conformes à la réglementation. Il est notamment primordial de supprimer tous les rejets directs dans les cours d'eau et dans les sols (avec ou sans prétraitement en fosse septique ou toutes eaux).

Les installations révélées non conformes devront ainsi faire l'objet, après contrôles, **de travaux correctifs**.

Il est rappelé que l'arrêté préfectoral n°2014206-0002 du 25 juillet 2014 définit les **zones à enjeux environnementaux et sanitaires** du département de Vaucluse, zones dans lesquelles les assainissements non collectifs doivent être **mis en conformité dans un délai de 4 ans** à partir de l'attestation du SPANC de non-conformité.
En cas de constat d'absence d'installation, cet arrêté prévoit un **délai maximal de 2 ans** pour la mise en place d'une installation d'assainissement non collectif.

A ce titre, les habitations et unités foncières intégrées dans les zones d'assainissement non collectif et concernées par les zones à enjeux sanitaire de la commune d'Althen-des-Paluds devront respecter les prescriptions définies dans l'arrêté préfectoral n°2014206-0002 du 25 juillet 2014.

V.2.2. Mises en conformité

Les frais de mise en conformité des installations sont à la **charge des propriétaires**.

V.2.3. Investissements

Les frais d'investissement et d'amortissement des installations sont à la charge des propriétaires.

Le coût moyen hors taxe, pose comprise, d'un dispositif complet avec fosse toutes eaux et massif filtrant est estimé de **7 000 à 10 000 € HT** (filières classiques de type épandage ou filtre à sable non drainé).

Dans un contexte défavorable (fortes contraintes d'espace, de topographie, de nature ou d'occupation des sols, de milieu récepteur, …etc.), ces coûts peuvent aller jusqu'à **15 000 € HT** par installation.

V.2.4. Entretien

L'entretien recouvre essentiellement la vidange de la fosse toutes eaux, mais aussi celle du bac à graisse et autres opérations telles que le nettoyage ou le remplacement du matériau du préfiltre et le curage de certaines canalisations.

A titre indicatif, la vidange d'une fosse septique ou d'une fosse toutes eaux, qui doit être réalisée au moins tous les 4 ans, se situe dans une fourchette de **300 € TTC** par opération.

VI.PLAN DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Département de Vaucluse (84)

RHÔNEVENTOUX

SYNDICAT MIXTE DES EAUX DE LA REGION RHONE VENTOUX

MISE A JOUR DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT D'ALTHEN-DES-PALUDS

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

SYSTEME DE COORDONNEES:
Lambert 93 - RGF93
Altimétrie : NGF - IGN69

ECHELLE :
1/ 6 000

EURYECE
Groupe MERLIN

ZI Bois des Lots
10, Allée des Gonsards
26 130 Saint-Paul-Trois-Châteaux
Téléphone : 04.75.04.78.24

GROUPE MERLIN / Réf doc : 13250053-ER1-ETU-PG-1-002

Ind	Etabli par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	C.COQ	G.DURANCEAU	18/07/2025	Création

NOTA : Il convient de se référer aux tables attributaires du SIG pour connaître la classe de précision (définie dans l'arrêté du 15 février 2012) de tous les organes recensés sur cette cartographie.

Légende :

Réseau d'assainissement collectif
- Réseau de refoulement des eaux usées
- Réseau gravitaire des eaux usées
- Réseau refoulement projeté
- Réseau gravitaire projeté
- Poste de refoulement projeté
- Station de traitement des eaux usées (STEU)
- Zones à enjeux environnementaux et sanitaires (arrêté préfectoral n°2014206-0002 du 25/07/2014)

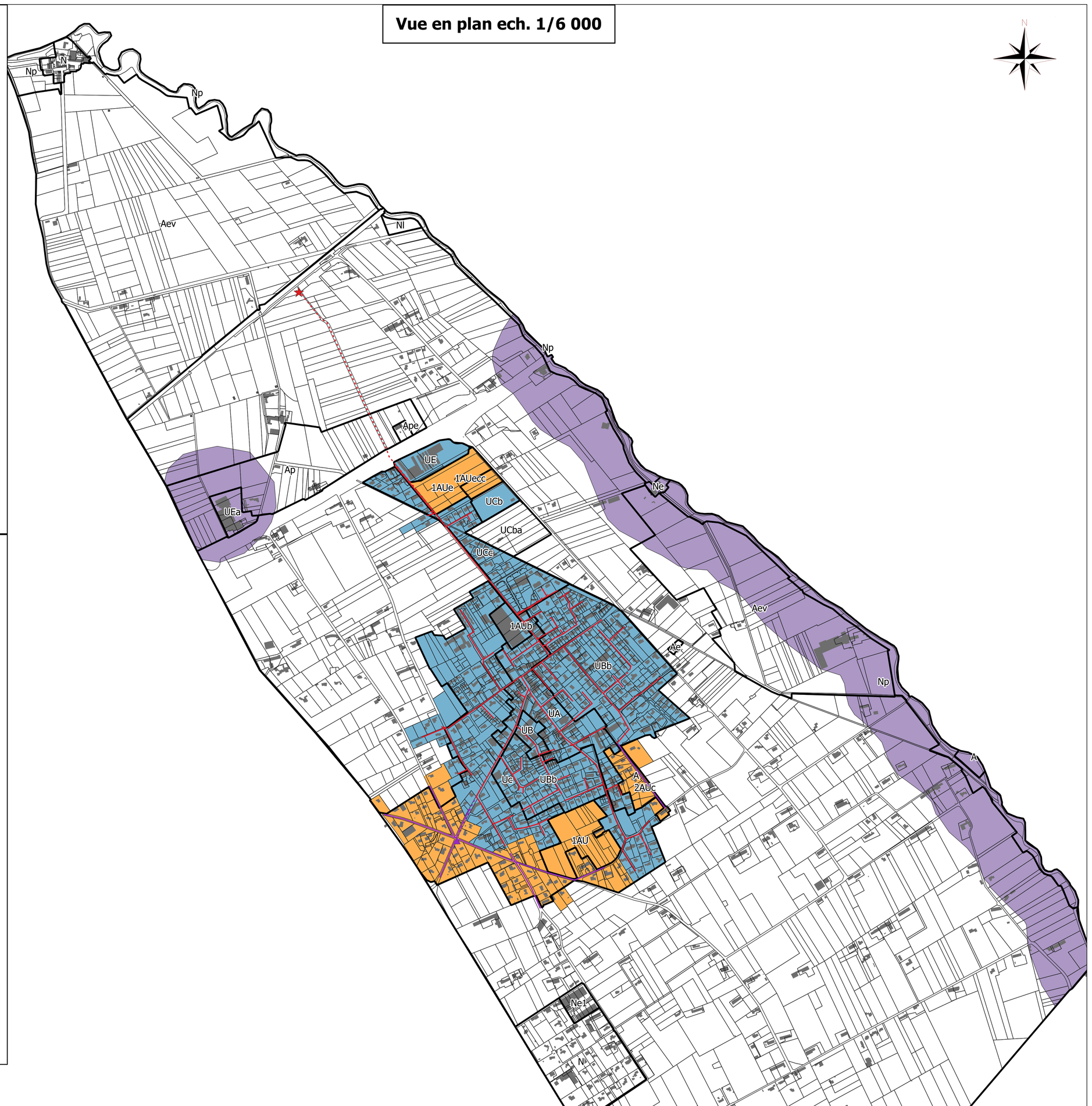
Zonage d'assainissement
- Assainissement non collectif
- Assainissement collectif
- Assainissement collectif projeté

Cadastre
- PLU
- Parcelles
- Batis
- Limite communale

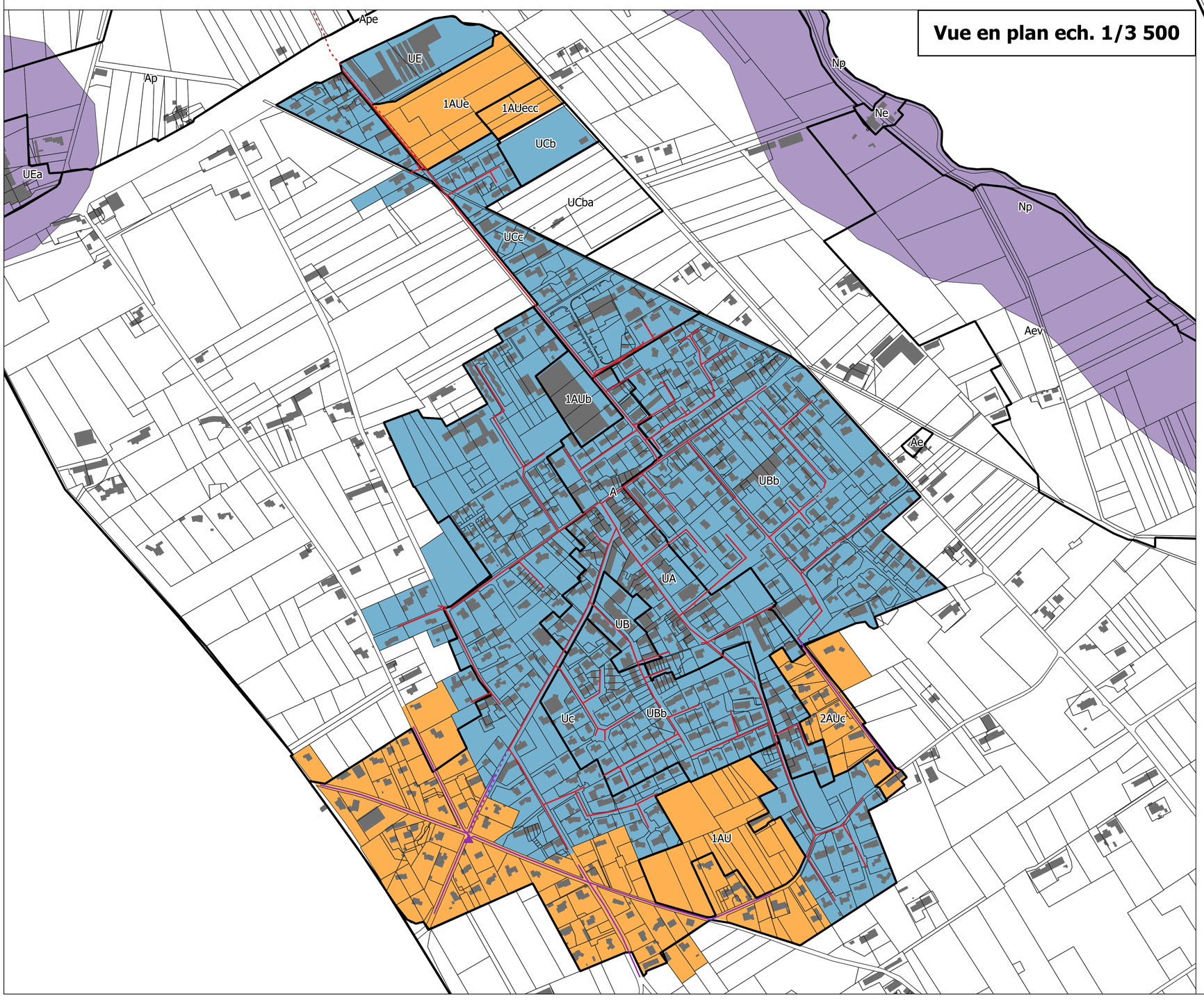
Données	Source	Date
Réseau d'eaux usées	Fourni par SUEZ - délégataire du réseau	06/09/2025

NOM DE FICHIER : Zonage_AC.qgz

Vue en plan ech. 1/6 000



Vue en plan ech. 1/3 500



Cartographie du précédent zonage d’assainissement de 2018

Département du Vaucluse

RHÔNEVENTOUX

SYNDICAT MIXTE DES EAUX DE LA REGION RHÔNE VENTOUX

SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE D'ALTHEN LES PALUDS

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Plan général

NOM DU FICHIER : RS1085-Zonage assainissement-006-C

ECHELLE : 1 / 2 500

EURYECE Groupe MERLIN

ZI Bois des Lots
Allée du Rossignol
26130 SAINT PAUL TROIS CHATEAUX

Téléphone : 04-75-04-78-24
Télécopie : 04-75-04-78-29

GROUPE MERLIN/Réf doc : RS1085-ER01-DIA-PG-1-006

Ind	Etabli par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	A. JACQUIN	M. BEUGNON	27/02/2017	Création
B	B.PIGNEDE	M. BEUGNON	27/03/2017	Modification suite aux remarques de la commune
C	S. DOLLÉ	A. MARTY	14/05/2018	Modification du zonage du PLU

Légende

- Réseau EU
- Réseau EU non géré
- Conduite de Refoulement
- Extension de réseau projeté
- Conduite de Refoulement projeté
- Regard EU
- Poste de Refoulement
- Poste de Refoulement projeté
- Zones urbaines (U, AU) du PLU
- Zone d'Assainissement Collectif
- Zone d'Assainissement Collectif projeté
- Zone d'Assainissement Non-collectif

Vue d'ensemble - Ech. 1 / 15 000



N

UE
2AUe
UCb
UEa
UCba
UCc
1AUb
UBb
UA
UC
UB
2AUc
1AU
PVC 200
PVC 250
PVC 315
PVC 400